Parliamentary **Assembly**
Assemblée parlementaire

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 10756
7 décembre 2005

Conséquences pour l'Europe de la résurgence économique de la Chine

Rapport
Commission des questions économiques et du développement
Rapporteur : M. Paul Wille, Belgique, Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe

Résumé

L'essor économique de la Chine – ou plutôt sa résurgence économique si l'on considère la puissance qu'elle avait été dans les temps anciens – a de profondes implications pour l'Europe. Si l'Europe joue convenablement ses cartes, cette évolution peut se traduire par des avantages majeurs pour notre continent et pour la stabilité et la prospérité du monde tout entier, notamment sous la forme d'opportunités accrues d'investir et de commercer.

Le rapport poursuit en examinant les facteurs positifs sous-jacents à la croissance annuelle extrêmement rapide de la Chine (9% et plus), mais aussi les nombreuses vulnérabilités sociales et écologiques entraînées par une croissance aussi fiévreuse – en particulier l'écart croissant entre les classes plus aisées en émergence et les laissés pour compte, comme les provinces du nord et de l'ouest du pays. La fragilité du secteur financier chinois et ses entreprises publiques souvent inefficientes et hypertrophiées constituent d'autres points problématiques. Des réformes ont été entamées et l'Europe doit absolument les soutenir.

Le rapport signale également que la Chine doit progresser dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit – des domaines qui revêtent tous une importance vitale pour un développement économique durable. C'est là que l'Europe a un rôle essentiel à jouer, surtout grâce à des contacts accrus via le Conseil de l'Europe et son Assemblée parlementaire. L'Europe devrait également s'intéresser aux conséquences plus larges de l'essor économique de la Chine, dans la mesure où celui-ci a un impact sur l'accès à une énergie fossile en raréfaction. Enfin, l'Europe doit promouvoir une protection adéquate des droits de la propriété intellectuelle en Chine, en particulier par le biais de l'Organisation mondiale du commerce, dont la Chine est désormais membre. Le rapport conclut que «la relation de l'Occident avec la Chine sera alors cruciale. Si nous parvenons à en faire une relation harmonieuse, nous aurons créé un modèle pour le monde riche qui pourra englober davantage de pays de la planète. Mais pour y parvenir, l'Occident, et pas uniquement la Chine, devra emprunter la voie du changement. »

I. Projet de résolution

1. La résurgence économique de la Chine, qui l'amène à devenir l'un des acteurs majeurs de l'économie mondiale, offre à l'Europe une opportunité à saisir sous forme d'un accroissement des échanges, des investissements croisés, des contacts humains et d'une intensification de la coopération politique. Il est vital que l'Europe – au niveau de l'Union européenne ou de la zone plus vaste du Conseil de l'Europe – ne perde pas de temps à s'adapter à ce nouveau réalignement des forces économiques et, à terme, politiques, qui englobe également d'autres puissances montantes telles que le Brésil et l'Inde. En s'adaptant, l'Europe devrait en tirer des avantages économiques alors qu'en refusant de s'adapter, elle ne ferait que mettre à mal sa propre croissance, tout en se retrouvant dans le même temps de plus en plus isolée des régions les plus dynamiques du monde.

2. Dans l'analyse de l'essor économique spectaculaire de la Chine qui est devenue la troisième plus grande puissance économique du monde, il convient, cependant, de garder à l'esprit que les perspectives de croissance à long terme du pays risquent d'être mises à mal du fait de nombreux écueils. Ceux-ci comprennent des écarts flagrants et croissants entre les riches et les pauvres, entre les régions côtières et l'intérieur du pays et entre les jeunes et les vieilles générations, ce qui entraîne régulièrement des agitations sociales ; une très forte pollution de l'air et de l'eau, qui affecte la santé et la vie de millions de personnes ; la perte de terres cultivables, déjà rares, au profit de l'expansion urbaine et industrielle ; un secteur financier fragile qui a besoin d'être réformé d'urgence et qui est grevé de « prêts douteux » accordés à des entreprises d'Etat hypertrophiées autant qu'inefficientes et gangrenées par la corruption ; le rapide vieillissement de la population qui, dans un avenir proche, devrait causer de graves déséquilibres démographiques et une baisse des pensions des retraités ; enfin, le gouvernement par un parti unique, loin des principes du Conseil de l'Europe et de plus en plus inadapté aux exigences d'une économie en cours de modernisation.

3. L'Assemblée parlementaire se félicite que ces maux soient de plus en plus reconnus dans le débat public en Chine et que le Gouvernement de ce pays se montre plus déterminé à tenir davantage compte des préoccupations dans les domaines social, de l'environnement et de la participation citoyenne. L'Assemblée se déclare prête à intensifier ses contacts avec le Congrès national populaire pour partager avec lui l'expérience européenne et d'éventuelles solutions à cet égard. Elle attend également avec un vif intérêt des progrès en Chine en ce qui concerne la défense des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit - des domaines qui revêtent tous une importance vitale pour un développement économique durable. L'introduction d'une forme de gouvernement démocratique et du respect des droits de l'homme améliorerait les perspectives d'un développement économique équilibré, rapide et harmonieux.

4. L'Assemblée se félicite que la Chine soit déterminée à entreprendre une réforme en profondeur de son secteur financier pour améliorer la gouvernance, réduire le nombre des prêts douteux, accorder une plus large place aux établissements financiers et capitaux étranger, ouvrir ses marchés nationaux et mettre en place un contexte où entreprises étrangères et nationales joueraient à armes égales. Elle y voit une conséquence naturelle de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001 et espère que la poursuite des progrès pourra permettre rapidement à l'Union européenne d'accorder le statut d'économie de marché à la Chine, ce qui devrait les amener à augmenter encore leurs échanges et investissements mutuels.

5. L'Assemblée se félicite également que la Chine ait récemment pris des mesures pour permettre à sa monnaie de fluctuer plus librement par rapport à d'autres devises et rappelle la Résolution 1467 (2005) sur « L'OCDE et l'économie mondiale » adoptée en octobre 2005 par l'Assemblée élargie du Conseil de l'Europe, dans laquelle elle se dit persuadée que « les pays du monde entier devraient désormais chercher à améliorer progressivement les déséquilibres mondiaux en adoptant un régime de taux de change plus souple. »

6. L'Assemblée est consciente de l'appréhension, largement répandue en Europe, que fait naître la présence de plus en plus importante des entreprises chinoises sur des marchés tels que le textile et les produits manufacturés – dans le commerce mais aussi de plus en plus par des investissements dans des unités de production et des établissements de vente au détail basés en Europe. Elle attire cependant l'attention sur les besoins considérables de la Chine en investissements, où les exportations européennes pourraient exceller. Ceux-ci concernent notamment les aménagements en matière d'environnement, l'éducation, les soins de santé, les modèles sociaux et de retraite, les

services, les infrastructures, la production d'énergie, les automobiles, le logement, les marques de qualité et les produits de luxe – autant de domaines où les entreprises européennes ont déjà opéré des percées remarquables. L'atout de l'Europe en tant que destination touristique pour les Chinois constitue également une opportunité importante.

7. Enfin, l'Assemblée invite les Etats membres du Conseil de l'Europe à s'interroger davantage sur les conséquences plus larges de la résurgence économique de la Chine, telles que la concurrence de plus en plus vive au niveau mondial pour l'énergie en raréfaction, en particulier issue du pétrole et du gaz. Dans ce contexte, elle se félicite que l'Union européenne augmente ses contacts avec la Chine et se réjouit des récents travaux de l'OCDE – à qui l'Assemblée parlementaire sert de tribune parlementaire par le biais de son Assemblée élargie – sur l'économie et la gouvernance de la Chine et décide de suivre attentivement l'évolution de la situation. Il est également nécessaire d'assurer une protection adéquate des droits de la propriété intellectuelle en Chine, car ce secteur présente encore des dysfonctionnements graves auxquels il doit être remédié.

II. Exposé des motifs, par M. Wille, rapporteur

Table des matières

1. Introduction et contexte

2. Une Chine moderne est en train de se construire

3. « Peu importe que le chat soit noir ou blanc, s'il mange les souris »

4. Une montée en puissance périlleuse pour la Chine

5. L'atelier d'un monde ambivalent

6. L'Europe et la Chine, ce couple improbable et pourtant bien assorti

7. Conclusion

* *
*

1. Introduction et contexte

1. En 1978, Datang, sur la côte sud de la Chine, comptait moins d'un millier d'habitants - des fermiers qui, pendant leur temps libre, fabriquaient des chaussettes à la main pour les revendre ensuite aux passants. Aujourd'hui, au lieu des rizières, Datang est entourée d'usines, qui tournent jour et nuit : elle est devenue « la ville de la chaussette », où des dizaines de milliers d'ouvriers produisent 9 milliards de paires de chaussettes par an (plus d'un tiers du total de la production mondiale). Juste à l'est, on trouve « la ville des pull-overs », et au sud, où les loyers sont peu chers, « la ville des sous-vêtements». De nombreux millionnaires vivent dans les environs. Hai Yun Shi déclare : «J'avais 18 ans quand j'ai commencé à fabriquer des chaussettes à la main ; aujourd'hui je suis sous-traitant de Walmart ».

2. Les gens de Datang ont, pour leur malheur, une particularité : après avoir, dans un premier temps, été condamnés comme « capitalistes » par leur propre gouvernement, ils sont maintenant en butte à des plaintes commerciales déposées à Washington D.C. Ils se disent prêts pour une expansion, mais est-ce qu'on va les laisser faire ?

3. La presse occidentale se fait régulièrement l'écho d'histoires semblables. Et pendant des siècles, la Chine a été à la source de grands titres à sensation et de statistiques étonnantes. Depuis les récits de Marco Polo sur la magnificence de Cathay jusqu'à la diplomatie de la canonnière du 19e siècle, nous avons toujours eu tendance à voir dans la taille de la Chine une opportunité mais, ces derniers temps, ce pays nous apparaît davantage comme une menace, d'abord du fait de son appareil militaire et aujourd'hui parce que l'Occident craint pour son propre avenir économique. La Chine mène le monde, qu'il s'agisse de fabriquer des jouets, des montres, des bicyclettes, des lecteurs DVD, des caméras numériques, des ordinateurs, et la liste est longue. La montée en puissance de la Chine deviendra-t-elle l'événement le plus important de notre époque, et qu'est-ce que cela signifiera pour le reste du monde ? Avec une population de 1,3 milliards d'habitants (un être humain sur cinq est chinois, et la population de ce pays est plus élevée que celle de l'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne combinées), se pourrait-il que l'essor de la Chine – ou plutôt sa résurgence, étant donné que la Chine a, dans l'Histoire, été en son temps une puissance économique - signe la fin de cinq siècles de domination économique par l'Europe et ses colonies ?

4. Pourtant, malgré l'importance de ces questions, le monde occidental comprend mal la Chine. Peu savent, même aujourd'hui, que la Chine ne représente que 6 % des exportations mondiales - ou encore que, si l'économie de la Chine venait à s'effondrer, le système commercial mondial pourrait bien en faire autant. Nous sommes assez mal équipés pour réussir l'une des relations les plus importantes de ce siècle.

5. Pour tenter d'appréhender la réalité, et l'importance, de l'essor de la Chine, le présent rapport s'attachera à analyser la manière dont l'histoire du pays a influencé sa croissance et dont l'économie est en train de changer les dynamiques sociales. Et, en analysant le nouveau rôle de la Chine dans le commerce mondial, et ses relations avec l'Europe, le Rapporteur explorera dans quelle mesure nos propres dynamiques pourraient s'en trouver transformées. Même si ce travail va impliquer de s'appuyer sur une certaine quantité de statistiques assez étonnantes, le Rapporteur s'efforcera de se concentrer sur les forces qui ont jusqu'ici servi de moteur à la croissance de la Chine et sur les contraintes sous-jacentes à cette croissance. Le Rapporteur s'est, pendant plusieurs années, rendu à plusieurs occasions dans ce pays, et, plus récemment, aux fins du présent rapport. Il remercie ses collègues de la Commission des questions économiques et du développement pour les nombreux commentaires et contributions qu'ils lui ont fournis au cours de l'examen de ce rapport par la Commission[1].

6. Il convient de mentionner un autre point. Le présent rapport se focalisera sur le thème indiqué, autrement dit la résurgence économique de la Chine et les relations *économiques* de celle-ci avec l'Europe. Il n'abordera donc pas les nombreux autres aspects de la Chine relevant du domaine de compétence d'autres Commissions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, tels que le système politique du pays ou la situation à l'égard des droits de l'homme, non parce que le Rapporteur, ou la Commission des questions économiques et du développement, sont insensibles à ces valeurs, bien au contraire, mais parce que ces aspects essentiels trouvent légitimement leur place dans un autre rapport que celui-ci.

2. Une Chine moderne est en train de se construire

7. La Chine d'aujourd'hui, tout comme l'Europe d'aujourd'hui, a été modelée par un passé riche d'histoire et de fierté nationale. En fait, la croissance que connaît la Chine ces derniers temps n'est pas tant un essor qu'une résurgence. Pendant près des deux derniers millénaires, la Chine a été un État à part entière, ainsi qu'une puissance économique majeure. Selon les historiens de l'économie, en l'an 1 après Jésus-Christ, la Chine représentait un quart de l'économie mondiale - et était l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Empire romain, qui, à un certain moment, avait tenté d'interdire les importations de la soie, du fait des conséquences sur le trésor public. Gérée par une bureaucratie forgée par les valeurs éducatives, l'ordre et la méritocratie du confucianisme, la Chine se considérait comme « l'Empire du Milieu », un havre de civilisation au centre d'un monde troublé. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple de son niveau avancé de civilisation, c'est un savant chinois, au 11e siècle, qui a inventé l'imprimerie - une technique qu'il faudra 400 ans pour disséminer jusqu'en Europe.

8. Servie par une continuité administrative autant que philosophique remarquable – et, au cours du temps, devenue un empire gigantesque -, la Chine était incontestablement le principal acteur en Asie. En 1830, elle comptait une population de plus de 300 millions, et représentait encore près de 30 % de la production mondiale. Or, 100 ans après, de cette puissance chinoise, il ne restait rien. Comment expliquer un tel recul ?

9. Fondamentalement, l'ancienne Chine s'est effondrée du fait de son incapacité à faire face à la pression extérieure, tant économique que militaire, et ce sont les puissances européennes qui ont pris la haute main dans cette lutte. Au début du 19e siècle, les Européens, en particulier les Britanniques, s'étaient efforcés d'établir des relations de libre-échange avec la Chine. Or celle-ci avait eu une réaction de prudence et, malgré le fait que les Occidentaux était très demandeurs d'importations comme le thé et la soie, il leur était extrêmement difficile de trouver des Chinois près à importer leurs produits en échange. Au contraire, la Chine souhaitait être payée en argent, et la demande de ce métal précieux faisait exploser les cours.

10. L'opium allait être la solution au problème, dans un premier temps exporté officiellement de l'Inde, grâce à des pots-de-vin pour faciliter son acheminement, puis, lorsque la Chine tenta de résister, imposé au pays par la force. En fait, les Guerres de l'Opium du milieu du 19e siècle avaient

[1] Le présent rapport fait suite à une Proposition de Résolution (Doc. 10 443) présentée à l'Assemblée parlementaire en janvier 2005 par M. Goerens et plusieurs de ses collègues. Dès 1988, l'Assemblée avait adopté la Résolution 897 sur les relations et la coopération économiques entre l'Europe et la République populaire de Chine (Rapporteuse : Mme Herfkens).

des finalités plus vastes que le simple trafic de drogue organisé : au fond, il s'agissait pour les Européens de conserver leur propre mainmise juridique sur le territoire chinois, et donc sur leur liberté de commercer. C'est ainsi qu'une série de traités « léonins » rédigés par les puissances victorieuses, furent signés. La Grande-Bretagne, puis la France et ensuite les Etats-Unis, se virent alors accorder le statut de « nation la plus favorisée » et très vite les fleuves et la mer de Chine s'ouvrirent à des navires étrangers, et des missionnaires chrétiens furent chargés d'évangéliser le pays. Rapidement, des ports tels que Hong Kong, Macao et Canton furent « cédés » à un contrôle étranger. Le gouvernement impérial de la Chine subit une humiliation publique, et son incapacité à réagir efficacement fut aggravée par des rébellions nationalistes. L'une d'elles, pour ne citer que cet exemple, la rébellion de Tai Ping, allait durer plus d'une génération et faire au moins 10 millions de morts.

11. Les évènements catastrophiques du 19e siècle suscitèrent un débat au sein des lettrés chinois. Dans son traité pionnier «Géographie illustrée des nations maritimes», en 1842, un fonctionnaire du nom de Wei Uan avança l'idée que la Chine devrait apprendre des méthodes occidentales. « La Chine compte de nombreuses personnes intelligentes » écrivait-il, « il en existe sûrement qui, après avoir appris des barbares, pourront les surpasser. » Et de fait, l'on assista à une tentative d' « auto-consolidation », un processus de modernisation et de réformes, mais le gouvernement fut incapable d'asseoir sa crédibilité et de mobiliser un soutien sur un territoire par trop vaste.

12. Les puissances étrangères aidèrent à réprimer les désordres, et contribuèrent ainsi à maintenir le gouvernement en place, tout en l'empêchant de procéder à des réformes. À la fin du 19e siècle, les puissances mondiales, principalement la Grande-Bretagne, la France, la Russie, le Japon et l'Allemagne, avaient ainsi établi des « sphères d'influence » dans tous les points du territoire chinois, tandis que les États-Unis s'orientaient vers une politique de la « porte ouverte », permettant à tout pays de commercer à seule fin de consolider leur propre position. Ironie de l'histoire, ce sont les Japonais, sous la Restauration Meiji, qui reprendront les efforts d'auto-consolidation chinois, et se révéleront mieux à même de concrétiser les idées de ces derniers. Avec une idéologie du renouveau agressive, le Japon se lancera alors dans un demi-siècle d'attaque, et d'occupation, de territoires chinois.

13. Comme en Russie, le système impérial de la Chine prendra un certain temps avant de s'effondrer. Tout d'abord, sous la direction idéaliste de Sun Yatsen, il semblait possible d'adopter une solution démocratique, mais une guerre civile larvée se développa entre forces nationalistes et forces communistes. Dans un premier temps, les communistes, vaincus selon toute apparence, seront forcés de fuir (cette fuite, connue sous le nom de la Longue Marche, allait durer deux ans - 1934 et 1935-, avec à peine 400 personnes au début.) Mais la corruption et un gouvernement inefficace sapent irrémédiablement la crédibilité des nouvelles autorités, et leurs troupes préfèrent attaquer les Japonais, une fois encore en train d'envahir le territoire, plutôt que de poursuivre leurs propres compatriotes. Au moment où démarre la Deuxième Guerre mondiale, le général américain à la tête de la résistance en Chine rapporte que les combattants communistes étaient beaucoup plus efficaces que les forces nationalistes (il semble également qu'ils avaient fait fortune dans la contrebande d'opium). A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la guerre civile reprend en Chine, et cette fois, ce sont les communistes qui en sortent vainqueurs. À ce jour, la controverse reste ouverte pour savoir si les Américains ont ou non accéléré la victoire des communistes en faisant pression sur les nationalistes pour la signature d'une trêve, mais, quoi qu'il en soit, le 1er octobre 1949, la République populaire de Chine voit le jour.

14. À ce stade, la part de la production mondiale attribuable à la Chine est de près de 5 %. Après tant d'années de conflits et de déclin, la victoire communiste nette et sans appel est largement saluée. Les frontières de la Chine, et son passé impérial, sont réaffirmés - en particulier par le règlement de la Guerre de Corée et l'invasion et l'occupation du Tibet. Et pour commencer, un étroit partenariat est instauré avec l'Union soviétique. L'agriculture est collectivisée, l'accent mis sur l'industrie, selon le modèle des plans quinquennaux de Staline. Les deux pays proclament la nécessité de l'autosuffisance socialiste. Mais, à mesure que Mao consolide le pouvoir suprême, il commence à se révéler comme l'un des grands assassins du siècle ; à la fin des années 50, le Grand Bond en Avant était censé transformer la position industrielle de la Chine, et aider le pays a dépasser les États-Unis dans la production d'acier en quinze ans. Il se soldera par une famine massive (et l'effondrement de la production d'acier), et après trois années désastreuses, le régime admet s'être trompé. Mais, vers le

milieu des années 1960, la faction au pouvoir a à nouveau le vent en poupe, et, la Chine s'étant autonomisée par rapport à l'Union soviétique, Mao lance personnellement la Révolution culturelle qui, dans les faits, aboutit à une guerre civile de plus.

15. Combien sont morts sous le régime de Mao ? Difficile à dire, même si l'on estime le nombre de victimes à près de 80 millions, et pour les survivants, les conséquences sociales et économiques ont été catastrophiques. Selon le slogan « mieux vaut rouge qu'expert », l'élite éduquée est décimée, et le patrimoine et l'infrastructure du pays systématiquement ruinés. Lorsque la Révolution culturelle fait long feu, les années de crépuscule du régime de Mao ne sont qu'une lutte longue, décourageante et clanique pour mettre la main sur les vestiges d'un naufrage - même si la visite de 1972 par Nixon dans le pays soulève bien des interrogations en Occident sur les possibilités de la Chine.

16. À la mort de Mao, en 1976, le pays plonge dans le chaos, et l'économie de la Chine n'a toujours pas dépassé le niveau qui était le sien avant l'arrivée au pouvoir des communistes. Sous la direction de la veuve de Mao, la « Bande des Quatre » fait pression pour poursuivre des politiques radicales ; toutefois, au cours de cette période, un nouveau leader inattendu émerge. Il s'agit de Deng Xiao Ping, fils de paysan, formé à Paris et à Moscou, et à deux reprises victime d'une purge de Mao (pendant un certain temps, il avait été exilé en camp de travail dans une usine de moteurs loin de tout). Vétéran de la Longue Marche – le fait d'arme le plus prestigieux dans le système communiste -, il fera alors jeter en prison la « Bande des Quatre » et lancera son pays sur la voie qui le fera passer du contrôle centralisé à l'économie de marché, et de la dépendance économique à l'intégration mondiale.

3. « Peu importe que le chat soit noir ou blanc, s'il mange les souris »

17. Ce précepte, peut-être la plus célèbre des petites phrases à l'humour caustique de Den Xiao Ping, résume sa politique. Il préconisait l'idée d'une « économie de marché socialiste », également connu comme « un socialisme avec des caractéristiques à la chinoise ». Dans un premier temps, l'agriculture collective est remplacée par un « système basé sur la responsabilité », où la prise de décisions rurales est décentralisée, autorisant les paysans à vendre le produit de leur propre lopin sur des marchés libres, et permettant aux villages et communes d'investir dans tout projet qui leur semblerait intéressant pour eux.

18. À diverses reprises, tant dans le monde rural que dans les villes, à mesure que la croissance s'accélère, le gouvernement permet à des dirigeants locaux de se mettre en avant comme les champions du changement. Même si Deng lui-même est à l'origine d'une grande partie du contexte théorique (et qu'il encourage le développement d'une bureaucratie d'experts pour remplacer les fanatiques maoïstes), les réformes doivent donner l'impression d'être d'inspiration locale, souvent en contravention avec les lois en vigueur. Si elles donnent de bons résultats, le gouvernement pourra alors les adopter.

19. Cette bouffée d'oxygène améliore la situation jusque là désespérée de la vie des ruraux, et pour un certain temps, la part de l'agriculture dans le PIB augmente même, passant jusqu'à 33% ; elle sert de tremplin pour les changements les plus ambitieux envisagés par Deng. Car, tout en insistant sur la primauté de la production agricole, une série de zones économiques spéciales sont instaurées dans des villes du bord de mer telle que Shenzhen et Zhuhai. L'implantation d'entreprises étrangères y est encouragée, par le biais de co-entreprises, et ces zones sont privilégiées par une réglementation très souple, ainsi que des concessions fiscales, en échange de recettes tirées de l'investissement et de transferts de connaissances techniques.

20. Il est intéressant de noter que l'essor de l'investissement étranger en Chine a pour principal moteur les Chinois de l'étranger, un investissement bienvenu pour des raisons politiques ainsi qu'économiques. De 1985 à 1996, les deux tiers de l'investissement extérieur proviennent de Hong Kong, Macao et Taïwan. Ces villes se spécialisent dans la fabrication de produits exigeant beaucoup de main-d'oeuvre et à bas prix pour l'exportation, et, en fait, transfèrent leurs excédents commerciaux avec l'Amérique vers les régions côtières de la Chine. C'est la première étape d'une croissance tirée par les exportations, et un tournant décisif pour la Chine qui rejette l'autosuffisance maoïste.

21. Cela ne signifie pas bien entendu que la planification centrale a disparu. Une nouvelle élite bureaucratique continuera à protéger les entreprises d'État, en particulier l'industrie lourde ; il est intéressant de noter que même dans les dernières années de 1970, alors que le plus gros de la population était encore agraire, 50 % du PIB de la Chine était généré par l'industrie. Le financement est désormais apporté par le système bancaire sous contrôle de l'État (soutenu par des niveaux d'épargne élevés des consommateurs) de sorte que, même si les entreprises sont plus autonomes qu'avant, elles ne sont toujours pas soumises directement aux forces du marché. Toutefois, elles sont encouragées à investir dans des équipements et technologies de pointe, et autorisées à les importer de l'Occident.

22. Rapidement, les observateurs saluent une révolution industrielle en Chine. Et entre-temps, Deng s'efforce de mettre en oeuvre un système où le Parti élabore la politique et l'Etat l'exécute, les fonctions de président et de secrétaire du parti étant occupées par des personnes différentes, le président jouant essentiellement le rôle de figure de proue. Toutefois, ce relâchement apparent et cet optimisme sont dangereux, car ils entraînent une série d'erreurs d'appréciation désastreuses. En mai 1989, à la suite d'une visite de Mikhaïl Gorbatchev et des funérailles d'un chef populaire du parti libéral, les étudiants occupent la place Tienanmen pour exiger que l'on accélère la réforme. Ils voient dans leur action symbolique la continuité d'une manifestation patriotique restée dans les mémoires et qui s'était déroulée sur cette même place 70 ans plus tôt jour pour jour, ainsi que l'écho de manifestations similaires qui avaient contribué à précipiter la chute de la Bande des Quatre. Ils pensent, également, avoir le Secrétaire Général Zhao Ziyang de leur côté. Après plusieurs jours d'indécision et dans une atmosphère de panique grandissante, le Parti - à l'instigation de Deng - fait donner la troupe pour dégager la place. 7 000 protestants, selon les estimations, sont tués, mais quel que soit le chiffre véritable, le pays est gravement touché, car la presse du monde entier est présente lorsque les chars chargent les étudiants.

23. L'Ouest, à l'évidence, est atterré - tandis que le régime chinois est à la fois mortifié de s'être senti forcer la main pour en venir à de telles extrémités dans la répression de manifestations publiques, et craint les conséquences pour lui-même. Pendant trois ans, si les dissidents sont soigneusement (et plus discrètement) réprimés, la réforme est mise en attente. Mais, au printemps de 1992, Deng pense que le temps est venu de se rendre dans les zones économiques du sud de la Chine, où ses discours feront l'objet d'une couverture médiatique attentive. Il souligne l'importance de la reconstruction économique, attaque les ennemis de la réforme et déclare que les éléments « gauchistes » de la société chinoise sont bien plus dangereux que les éléments « de droite ».

24. Pour beaucoup de Chinois, cela ressemble à des excuses pour « l'erreur » de la place Tienanmen - et l'Occident, qui avait imposé une série d'embargos commerciaux, ne perd pas de temps à revenir. Le rythme rapide de la croissance en Chine repart de plus belle, et la libéralisation également. Mais, à la mort de Deng en 1997 - peu de temps après la restitution, symboliquement (et économiquement) importante, de Hong Kong à la Chine - une transition du pouvoir en douceur s'était déjà instaurée. Aujourd'hui, l'un de ses protégés, Hu Jintao, est à la tête de la quatrième génération de dirigeants communistes en Chine et préside la plus longue période de paix sociale que le pays ait connue depuis les Guerres de l'Opium.

4. Une montée en puissance périlleuse pour la Chine

25. Entre 1980 et 2003, la Chine a enregistré une croissance moyenne de 9,5 % par an, avec des revenus réels en augmentation de 300 %, et un PIB par tête qui a grimpé plus vite que dans n'importe quel autre pays au monde. Au cours de la dernière décennie, elle a attiré 560 milliards de dollars d'investissements étrangers et se classe maintenant au troisième rang des économies mondiales (elle est déjà la deuxième plus grande au monde si l'on prend comme base la parité de pouvoir d'achat), avec environ 15 % de l'activité économique mondiale. Selon la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), la Chine draine à elle seule la plus grosse part de l'investissement étranger dans le monde (quelque 60 milliards de dollars en 2004). Dans ce contexte, il convient de noter qu'aujourd'hui, l'investissement étranger ne cible pas uniquement les véhicules, l'industrie chimique ou l'électronique et d'autres activités industrielles, mais aussi de plus en plus la recherche et développement, la haute technologie et les services.

26. Pourtant, nous sommes encore loin de l'importance économique de la Chine au siècle dernier. Avec 20 % de la population mondiale, il serait naturel de penser que la croissance de la Chine va pouvoir se poursuivre pendant encore longtemps. Comme on va le voir, une telle hypothèse repose sur des arguments valables - mais l'on a également d'excellentes raisons d'être sceptique. Car les points forts du pays sont contrebalancés par toute une série de risques et d'incertitude, que l'Occident doit prendre en compte. En effet, l'essor de la Chine est à la fois moins spectaculaire et moins solide qu'il n'y paraît.

27. Depuis 1978, la tendance de la croissance du PIB chinois, comparée à celle des États-Unis, n'a rien d'exceptionnel. En fait, elle est en grande partie similaire à celle enregistrée par le Japon, la Corée du Sud et Taïwan lors de la génération précédente. La Chine a emprunté la même voie de convergence rapide avec le monde économique occidental que celle qui a caractérisé le développement de l'Asie (et que l'Inde semble également avoir choisi). Toutefois, deux différences clés subsistent :

- tout d'abord, la Chine est partie de bien plus bas que ses prédécesseurs. En 1950, année où a commencé le boom du Japon, le PIB nippon par tête avoisinait déjà près de 20 % de celui des États-Unis ; mais, pour la Chine de 1978, le PIB par tête atteignait à peine 5 % de celui des États-Unis, et même aujourd'hui, il ne représente que 15 % de ce dernier. De sorte que la Chine n'est pas encore parvenue au point de départ du Japon en 1950 - et aujourd'hui, son niveau de revenu, par rapport aux États-Unis, est similaire à ceux atteints par la Corée du Sud en 1972 et par Taïwan en 1966. La Chine a donc encore du chemin à parcourir - et l'essor de sa croissance en est potentiellement à ses débuts. Pourquoi les économistes sont-ils alors aussi sceptiques en ce qui concerne ses perspectives ?

- La deuxième différence clé donne l'explication du problème. Dans les économies de rattrapage, chaque génération devrait normalement afficher une croissance plus rapide que la précédente, étant donné que le potentiel de croissance est directement fonction du retard accumulé entre leur niveau de productivité et ceux des économies dirigeantes. Pourtant, le taux de croissance de la Chine a été moins spectaculaire que celui de ses prédécesseurs. Après ajustement afin de permettre des comparaisons dans le temps, le PIB par tête de la Chine s'est élevé de 370 % entre 1978 et 2004. Pourtant, entre 1950 et 1973, le Japon a enregistré une croissance de 460 %, et entre 1962 et 1990, la Corée du Sud une croissance de 680 % ; quant à Taïwan, entre 1958 et 1987, sa croissance a bondi de 600 %.

28. Conjugués, ces facteurs sont intrigants. À première vue, la Chine devrait déjà être en mesure de dépasser ses prédécesseurs, or elle n'en a rien fait. En fait, si l'on suit les tendances actuelles, il faudra à la Chine plus d'un quart de siècle pour parvenir au niveau de PIB par tête du Japon d'aujourd'hui. Et dans une trentaine d'années, lorsque son économie devrait avoir atteint une taille similaire à celle des États-Unis, son PIB par tête sera au même niveau, par rapport à celui des États-Unis, que le niveau des Coréens du Sud aujourd'hui.

29. Comme le note Alwyn Young, professeur à l'Université de Chicago, la croissance de la Chine a été « respectable, mais en aucun cas extraordinaire ». Il convient de garder à l'esprit deux faits remarquables. Premièrement, chacune des économies qui a rattrapé l'Occident depuis la Deuxième Guerre mondiale se situe en Asie de l'Est. Et deuxièmement, les deux seules économies d'Asie de l'Est qui n'ont pas rattrapé l'Occident sont la Chine et la Corée du Nord. Actuellement, la Chine est sans doute un géant économique, mais ce n'est pas encore un pays riche.

4.1 La Chine n'est pas tout à fait un « tigre asiatique »

30. Comme pour les autres « tigres économiques » qui l'ont précédée, la stabilité - ou l'absence de pluralisme démocratique - a donné à la Chine un halo d'objectif commun. Les investisseurs ont fait confiance à la capacité du gouvernement à faire respecter sa volonté ; et les réformes ont été relativement bien gérées, en particulier pour ce qui est du commerce extérieur et de l'investissement. Cela n'a pas été aisé, étant donné la taille du pays et la situation qui était la sienne auparavant, et Lord Desai, de la *London School of Economics*, souligne la contribution apportée par l'identité historique de la Chine ; selon lui, ce pays reste un « État unitaire qui suit une ligne dure, peut poursuivre un objectif unique avec détermination et mobiliser les ressources maximales pour l'atteindre. »

31. La décision la plus significative de la Chine ces dernières années a été d'accéder à l'Organisation mondiale du commerce, un processus entamé par Deng en 1986, mais qui n'est parvenu à terme qu'en 2001. Pour un pays attaché à l'autosuffisance, et jaloux de ses prérogatives régaliennes, il a fallu procéder à de nombreux choix et compromis délicats sur toute cette période, en introduisant des calendriers pour la réforme de marché et l'ouverture aux investisseurs étrangers, ainsi que des réductions de subventions agricoles. À la fin, toutefois, le gouvernement souhaitait tellement engranger les avantages d'une adhésion à l'OMC qu'il était prêt à risquer une agitation sociale, et à ignorer la critique émanant des ultranationalistes autant que des monopoles d'État.

32. Cette décision a représenté la « ligne de partage des eaux », car la Chine est désormais engagée en faveur d'un plus grand degré d'ouverture que n'en ont choisi les « tigres économiques » qui l'ont précédée, et ne peut pas faire marche arrière sans remettre en question tous les avantages obtenus jusqu'ici. Les entreprises étrangères ont des positions de plus en plus fortes, dans tous les secteurs industriels, et même si elles ne sont pas encore capables de prendre des participations de contrôle, cela devrait être de moins en moins difficile à l'avenir ; aujourd'hui déjà, il est plus facile d'investir dans une entreprise chinoise qu'au Japon ou en Corée.

33. Tous ces éléments ont tiré la croissance, favorisé la diversification de la production, et permis d'améliorer la qualité. Les économies asiatiques qui ont précédé la Chine sur la voie de la croissance se reposaient beaucoup plus sur le développement de compagnies nationales fortes, avec l'injection de capitaux massifs dans la recherche et l'investissement, et sur le choix de techniques de fabrication innovantes qui ont été exportées en Occident. Aujourd'hui, la Chine est bien loin de pouvoir reproduire ce modèle, et, au contraire, les entreprises chinoises sont encouragées actuellement à développer leurs propres capacités, à la fois en tirant les leçons de leurs expériences en co-entreprises et, de plus en plus, en procédant à des acquisitions à l'étranger. Cette double stratégie est conçue pour traiter à la fois la pénurie d'entreprises industrielles pouvant jouer au niveau mondial et l'absence de marques qui se soient imposées au niveau planétaire. La Chine a également augmenté ses dépenses en recherche et en développement, pour devenir le troisième plus grand investisseur mondial dans ce secteur.

34. Le gouvernement a autorisé une rapide croissance grâce à un système solide d'éducation primaire pour tous (même s'il n'est pas gratuit pour tous). L'illettrisme est passé de 20 % à 4 % en 20 ans, et selon les rapports de la Banque mondiale, alors que la main-d'oeuvre chinoise est maintenant 25 % plus chère que la main-d'oeuvre indienne, son éducation de niveau supérieur signifie qu'elle est 50 % plus productive. Le pays s'est également engagé fortement en faveur de la formation professionnelle, et produit chaque année près de 350 000 ingénieurs nouvellement diplômés.

35. Ainsi, en une génération, l'économie a été restructurée. L'agriculture représente désormais moins de 15 % du PIB, contre 30 % pour l'industrie et les services du tertiaire. Et si l'industrie lourde représente encore 50 % de la richesse nationale, la part de production industrielle imputable à des entreprises détenues par l'État a diminué pour ne représenter aujourd'hui que 40 % de la production industrielle, dont à peine 15 % pour les entreprises entièrement détenues par l'État.

36. Plus encore, la Chine dispose toujours d'une main-d'oeuvre travailleuse, adaptable et relativement bon marché, puisque le coût de main-d'oeuvre moyen tourne toujours autour de un dollar de l'heure. Les régions rurales constituent également un considérable gisement de main-d'oeuvre potentielle prête à se déplacer en ville pour y travailler. Avec de forts niveaux d'investissement, une forte demande pour ses produits dans le reste du monde, et un gouvernement favorable au développement, la Chine semble toujours disposer des ingrédients de base nécessaire pour maintenir un rythme rapide de sa croissance.

37. Les étrangers qui se rendent en Chine peuvent constater de leurs yeux les bons résultats de ce pays : gratte-ciel, autoroutes, aéroports ultramoderne etc., tout est conçu pour donner la preuve éclatante de la nouvelle stature de la Chine dans le monde. Toutefois, il importe de se demander comment ce boom a été financé - et s'il peut s'inscrire dans la durée.

4.2 La croissance de la Chine a privilégié uniquement l'expansion.

38. La clé d'une croissance économique rapide est, bien entendu, l'investissement - et les niveaux d'investissement en Chine ont été extraordinairement élevés, puisqu'ils étaient récemment de plus de 40 % du PIB. Ce niveau est bien plus élevé que celui atteint par les économies asiatiques qui avaient précédé la Chine dans le rattrapage (et au moins le double de celui des pays développés). Pourquoi, alors, la croissance n'est-elle pas plus rapide ?

39. Jusqu'ici, au moins, l'affectation que la Chine fait des capitaux d'investissement semblait efficiente, le ratio investissements sur production supplémentaire étant beaucoup plus faible que les autres pays asiatiques qui s'étaient engagés sur cette voie auparavant. L'une des raisons importantes en est que la Chine s'est pendant longtemps focalisée, dans ses investissements, sur les grandes entreprises d'État - le secteur étatique récupérant plus de 60 % de l'ensemble du crédit aux entreprises dans les années 1990 -, un phénomène inconnu jusqu'ici dans les économies asiatiques en croissance. Entre-temps, selon une étude des économistes du FMI, alors que l'investissement privé représentait entre 15 et 27 % de l'investissement total durant les années 1990, (il était restreint par le manque d'accès aux prêts bancaires), ces mêmes entreprises privées ont créé 56 % des nouveaux emplois du pays.

40. Comme cet état de fait le suggère, la croissance économique - que le reste du monde voit comme une exubérance économique - est confinée à un domaine relativement restreint de l'économie. Ceci est d'autant plus évident lorsqu'on regarde l'investissement direct étranger. Une autre étude d'économistes du FMI montre que, si ce dernier était équivalent à 4 à 5 % du PIB chinois seulement pendant les années 1990, il a généré la presque totalité des gains d'efficience économique du pays. La part des exportations chinoises détenues par des entreprises sous contrôle étranger est, de ce fait, autour de 50 % et leur part de la production industrielle totale s'est élevée de 12% au début des années 1980 à 29 % en 2002.

41. L'on peut interpréter ceci de plusieurs manières. La taille exceptionnelle de la Chine et la pauvreté endémique dans ce pays ont exigé des investissements massifs dans des infrastructures comme les routes, les chemins de fer, la production d'électricité et l'eau - et, comme on le verra, même comme ça, la Chine a du mal à suivre et à s'aligner sur ses niveaux de croissance. Les investissements de ce type sont vitaux, et même s'ils ont été quelque peu ralentis pour tenter de prévenir la surchauffe, ils devraient se poursuivre sur ce rythme et à grande échelle pendant de nombreuses années. Mais les signes sont de plus en plus nombreux que le retour sur investissement en Chine généré par les capitaux dépensés jusqu'ici a été faible - certains secteurs sont excédentaires, mais ils s'accompagnent de pénuries dans d'autres, et des problèmes critiques d'infrastructure sont encore apparents.

42. Certains estiment que la demande d'investissement de la Chine est insatiable : ainsi, par exemple, l'immobilier est encore très en retard, notamment pour le logement, à mesure que la population se concentre de plus en plus dans les villes. Et bien que certains secteurs tels que l'éducation reçoivent beaucoup d'argent, le déclin des entreprises sous contrôle étatique s'est traduit par des mesures sociales insuffisantes. Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement soit réticent à réduire rapidement les niveaux de subventions, et que des entreprises obsolètes continuent de bénéficier d'injections importantes de capitaux. Entre-temps, la crainte de dépendre de l'étranger se traduit par le maintien d'activités non économiques, par exemple dans la production de charbon coûteux, de moindre qualité.

43. Il se peut que, à mesure que les investissements à long terme dans les infrastructures entraînent des bénéfices, et que les subventions disparaissent, le potentiel de croissance de la Chine devienne spectaculaire. Étant donné l'absence actuelle de transparence financière et de responsabilisation politique, on peut difficilement mesurer l'étendue véritable du gaspillage, de l'incompétence et des abus dans le système - il n'en reste pas moins que c'est là un risque significatif. Le Parti communiste a lui-même reconnu que la lutte contre la corruption est la première des priorités, et entre-temps, les banques du pays se trouvent dans une position étonnamment exposée, qui pourrait laisser penser que beaucoup des capitaux ont été bien mal utilisés. En effet, dans l'économie mondiale qui croît le plus vite, près de 40 % des prêts existants sont considérés comme des prêts douteux.

4.3. Le secteur de la banque et de la finance traverse une crise contrôlée

44. Les Chinois, qui n'ont guère de débouchés pour dépenser leur argent, et à qui l'on propose peu de possibilités d'investissement, ont pris l'habitude d'épargner beaucoup trop, et de placer cette épargne en banque. Le niveau actuel d'épargne, autour de 44 % du produit national brut, (il est, en comparaison, de 22 % en Inde), a aidé le gouvernement à conforter des entreprises d'État, mais n'a pas rapporté beaucoup d'intérêts aux épargnants. En fait, depuis longtemps, les analystes spécialistes de la Chine pensent que le système bancaire de ce pays est « techniquement insolvable » et le gouvernement chinois, sur la même longueur d'onde même s'il n'en a rien dit, a injecté plus de 60 milliards de dollars pour recapitaliser le système.

45. Il est vrai que la Chine mène le jeu pour ce qui est de la réforme du secteur bancaire et il est vital que les banques commencent à opérer selon des principes de marché. Toutefois, c'est là une tâche herculéenne. Les changements ont été rapides, mais il faudra encore plusieurs années avant que le système bancaire puisse répartir l'épargne nationale de manière efficiente. Les salariés du secteur bancaire, qui n'avaient jusqu'ici qu'à approuver les prêts aux entreprises d'État, devront se former dans de nombreux domaines tels que l'analyse du risque crédit. De plus, pour obtenir de bons résultats, la Chine devra aller plus loin dans la réforme des entreprises d'État.

46. Le fait de laisser l'épargne aux mains des banques publiques, qui prêtent essentiellement à des entreprises d'État sans être régies par des principes de marché, a entraîné un surinvestissement massif et limité la capacité de la Chine à stimuler la consommation. Les autorités sont incapables d'encourager les prêts à la consommation pour les achats d'automobiles et les prêts hypothécaires - et ont dû récemment limiter même les types de prêts immobiliers existants, étant donné l'importance des créances douteuses en portefeuille.

47. Le remède ne sera pas facile : le régulateur bancaire de la Chine a récemment déclaré que les fonctionnaires jugés responsables de la prise de mauvaises décisions qui se sont concrétisées par des créances douteuses seront sévèrement sanctionnés et pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires - mais, bien entendu, cela n'incitera guère les banques à prêter selon les principes du marché. Si elles aboutissent, les réformes actuelles du secteur bancaire entraîneront des bénéfices à long terme, mais, à court terme, elles devraient avoir de grands effets perturbateurs.

48. Et, entre-temps, les espoirs de réforme sont en berne alors que le même régulateur a annoncé que les autorités envisagent actuellement de restreindre l'expansion de banques étrangères - à la fois en limitant le nombre de participations dans les banques nationales, et en les orientant vers des provinces économiquement en retard. Les banques étrangères sont déjà nerveuses à l'idée de se retrouver empêtrées avec de la dette chinoise, et se sont montrées méfiantes à investir, malgré les règles de l'OMC au titre desquelles la Chine devra ouvrir pleinement son marché bancaire d'ici à janvier 2007.

49. Cette situation a des conséquences graves, étant donné que le développement économique s'effondrera s'il n'est pas soutenu par un système financier en bon état de marche. Et les entreprises chinoises n'ont pas d'autre choix que de s'appuyer sur des banques pour accéder au crédit sur le plan national, étant donné l'état calamiteux des marchés boursiers. Au cours des cinq dernières années, les cours sur les marchés boursiers chinois ont en fait chuté des deux tiers, avec de plus en plus de rumeurs d'erreurs de gestion.

50. Cette situation est en partie due aux restrictions imposées aux entreprises étrangères opérant sur les marchés, et en partie à la nature artificielle des cotations des entreprises. Dans les années 1990, lorsque le gouvernement a commencé à coter des entreprises, bon nombre d'entre elles avaient de très mauvais résultats, la majeure partie des capitaux était détenue sous forme d'actions non commercialisables - et les étrangers ne pouvaient acheter que des parts «B » sans droit de vote. Ceci a eu pour effet de bloquer les réformes d'entreprise et, comme la performance des entreprises ne s'améliorait pas, de décourager de nouvelles introductions en bourse. Aujourd'hui donc, à la moindre rumeur que ces actions pourraient être cédées, le marché s'effondre.

51. Progressivement, le gouvernement s'efforce de surmonter cet obstacle, par un mélange de réformes et de fonds de sauvetage. Mais, à la fin, le marché imposera un choix entre propriété privée et contrôle de l'État ; la Chine, en cherchant à obtenir le meilleur des deux solutions, se retrouve avec le pire de chaque. Pour qu'un marché boursier fonctionne, il doit être à même de fixer la valeur des entreprises qui y sont cotées ; et pour que les investisseurs aient confiance dans le système, il conviendra de renforcer les textes de lois régissant la gouvernance d'entreprise. La logique de marché exigera également que les institutions et courtiers étrangers puissent jouer un rôle à part entière - Hong Kong donne à la Chine un exemple des bons résultats qui peuvent ainsi être obtenus. Pour les entreprises européennes, l'expertise en matière de services financiers promet d'être l'une des grandes opportunités offertes par la Chine au cours de ces prochaines années.

4.4. Concilier des objectifs urgents : un objectif ambitieux

52. A mesure que la Chine devient progressivement un pays développé, modernisé, dans la tranche des revenus moyens, elle est confrontée à tout un ensemble de défis considérables. En premier lieu, il lui faudra garantir son approvisionnement en ressources naturelles nécessaires – en particulier l'énergie, les matières premières (notamment les terres cultivables) et l'eau – ce qui, comme on l'a vu dans les parties précédentes du rapport, passe non seulement par la garantie de l'approvisionnement au niveau national ou par des importations, mais aussi par une utilisation efficiente de l'énergie.

53. Le deuxième défi consistera à concilier la croissance économique et une meilleure protection de l'environnement – en réduisant la pollution et les déchets et en encourageant le recyclage - ; le troisième consistera à le faire en parvenant dans le même temps à améliorer les conditions sociales des millions de gens, à l'échelle du territoire tout entier.

54. Le défi qui se pose sur le plan social a de multiples composantes ; il s'agit :

- de réserver des fonds suffisants pour une protection sociale tout en maintenant une croissance économique rapide ;
- de contenir le chômage alors même que les progrès technologiques qui interviennent conduisent à réduire l'utilisation de main d'œuvre ;
- de rendre le développement plus harmonieux entre les zones côtières dynamiques et l'intérieur du pays, souvent sous-développé, ainsi qu'entre les riches et les pauvres ;
- de développer les villes sans destruction excessive des précieuses terres agricoles ;
- d'attirer l'investissement étranger et de faire en sorte que les entreprises indigènes puissent malgré tout survivre et devenir plus efficientes ;
- et d'intensifier la réforme économique tout en préservant la paix et la stabilité sociales.

4.5. Réforme du secteur financier

55. Les interlocuteurs chinois du Rapporteur ont été formels : après la réforme agricole des années 1970 (qui est loin d'être achevée) et celle des entreprises détenues par l'Etat dans les années 1980, le prochain secteur réformé sera celui de la finance.

56. Pour ce faire, un certain nombre des principales banques nationales ont déjà reçu des transfusions de capitaux publics en préalable au changement, mais les banques étrangères devraient également jouer un rôle majeur, à la fois en apportant des capitaux frais et, surtout, en forçant les banques nationales à appliquer des normes plus exigeantes en matière de prêts et de gouvernance d'entreprise, en général. Bien que la prise de participation par des intérêts étrangers dans le capital d'entreprises chinoises soit encore relativement rare, à plus long terme, il s'agit de mettre en place un environnement où les investissements étrangers et nationaux pourront se faire concurrence à armes égales, et d'assainir rapidement les prêts douteux, en particulier ceux accordés à des entreprises détenues par l'Etat.

57. Il est également prévu que les entreprises étrangères et nationales relèvent, à terme, d'un seul et même régime fiscal. De fait, depuis 2002, les banques étrangères peuvent accéder au marché chinois par le biais des Institutions qualifiées pour l'investissement étranger, qui, à elles toutes, représentent désormais un capital de près de 10 milliards de dollars. (Des fonds considérables proviennent en fait de Hong Kong – souvent la forme de capitaux qui y avaient été dans le passé transférés dans des conditions non réglementaires par des dirigeants d'entreprises détenues par l'Etat et qui sont maintenant rapatriés).

58. Il ne faudrait pas sous-estimer les difficultés que posera la mise en œuvre de la réforme bancaire, en particulier du fait que, parallèlement, il s'agira de rendre les entreprises d'Etat plus compétitives et d'augmenter substantiellement le nombre des petites et moyennes entreprises. Fait significatif, l'effort de réforme du secteur financier va être piloté, non pas depuis Pékin, mais depuis le centre financier de Shanghai.

4.6. La devise de la Chine : « Traverser la rivière en tâtant les pierres »

59. « L'assouplissement » récent de la devise chinoise pour l'ancrer sur le dollar - et la liaison de celle-ci à un « panier de devises » jusqu'ici opaque semble, à ce stade, plus symbolique que réel, et l'on espère qu'à long terme, cette initiative sera importante. Si la devise était librement échangée, elle deviendrait significativement plus forte, et ceci tendrait encourager les importations et à décourager les exportations. Une telle tendance serait naturelle car, avec une économie en plein essor et une population gigantesque, la Chine est le type de pays en développement dont on pourrait s'attendre à ce qu'il affiche un déficit en compte courant, financé par des flux entrants de capitaux à long terme. Or, avec l'ancrage de la devise, cela ne s'est pas produit, et l'excédent commercial a continué d'augmenter (en 2004, il a pris 25 % de plus, pour s'établir à 32 milliards de dollars), à mesure que le dollar se dépréciait. Cet état de fait a rendu la situation commerciale plus difficile pour les entreprises européennes, en particulier celles de la zone euro.

60. La réticence du gouvernement chinois à libéraliser sa monnaie est compréhensible, les craintes de longue date d'être exposé à une domination étrangère se conjuguant à la préoccupation née de la perspective que la gestion économique pourrait être à la merci des marchés des capitaux internationaux. Les arguments pressants de l'Occident devraient vraisemblablement ralentir le rythme du changement plutôt que l'accélérer. Le gouvernement chinois estime que 15 à 20 millions de nouveaux emplois devraient être créés tous les ans, pour compenser la croissance démographique, la migration urbaine et la cure d'amaigrissement de vieilles entreprises d'État - de sorte que la poursuite de la croissance des exportations est vitale.

61. Mais pour maintenir le taux de change, la Chine est forcée d'acheter du dollar, ensuite placé en obligations américaines, et elle joue donc un rôle important dans le financement des déficits massifs des États-Unis. En effet, la Chine commercialise ses produits manufacturés contre des obligations du trésor américain - et l'épargne des paysans chinois est utilisée pour soutenir la structure actuelle des échanges économiques mondiaux. La Chine se retrouve aujourd'hui à détenir des réserves en devises à hauteur d'un tiers de son propre PIB, soit le double de ce qu'elle détenait ne serait-ce qu'il y a trois ans.

62. Cette position est de plus en plus absurde pour la Chine - tout comme pour d'autre pays asiatiques qui suivent des politiques similaires - ; il est clair que le gouvernement en est conscient. Car, bien entendu, la valeur des obligations s'effondrerait s'il tentait de les vendre, et le gouvernement se trouve de plus en plus contraint par un carcan politique qui fera obstacle à son développement à long terme. La situation actuelle est une invite à l'inflation, et les tentatives pour l'assainir font peser une pression encore plus grande sur le système bancaire. Il serait bien plus prudent que la Chine affiche des déficits modestes, en particulier étant donné les niveaux solides de l'investissement étranger, mais l'on s'attend à ce que tout assouplissement soit prudent et progressif - ou encore, pour emprunter une « petite phrase » à Deng Xiao Ping, à ce que la Chine « traverse la rivière en tâtant les pierres ».

63. Tout changement passera également par une consolidation budgétaire dans les pays qui ont aussi des déficits car l'impact sur l'économie mondiale d'un effondrement soudain ou d'un défaut de remboursement de la dette serait traumatisant. Pour résoudre ce problème, il faudra nécessairement en passer par une coopération ; comme le dit Martin Woolf du *Financial Times* : «il faut être deux pour danser le tango.»

64. La Chine a enfin commencé à adapter progressivement le renminbi aux marchés internationaux. Jusqu'à 1994, elle pratiquait un taux de change fixe (en fait, double) vis-à-vis du dollar et des principales devises. Depuis, elle suit un régime de taux de change flottant, contrôlé, la Banque centrale fixant une étroite bande de fluctuation et intervenant si nécessaire en défense.

65. Pendant la crise financière asiatique de 1998, la Chine a autorisé le renminbi à se réapprécier quelque peu, ce qui a permis à d'autres pays de traverser les turbulences. Depuis lors, la Chine a continué de se préparer à une réforme monétaire en restructurant les banques commerciales, en réduisant les contrôles de taux de change et en autorisant, dernièrement, des fluctuations de +/- 0,3 % de la valeur du renminbi par rapport à un panier d'autres devises – le dollar, l'euro, le yen japonais, le won coréen et quelques autres.

66. La libéralisation progressive programmée du renminbi poursuit plusieurs objectifs, notamment la réduction du déséquilibre de la balance extérieure, la relance de la demande intérieure, le renforcement de la compétitivité des entreprises chinoises, l'ouverture de l'économie chinoise à la concurrence internationale et le maintien de la stabilité des prix.

4.7. Ressources et environnement : la croissance au prix de la nature ?

67. La Chine a la chance d'être en mesure de gérer son expansion sans avoir à dépenser beaucoup de ses devises pour importer de l'énergie, puisqu'elle a de grandes réserves de ressources naturelles. Ses réserves pétrolières sont substantielles et elle a toujours été autonome jusqu'à l'an dernier où, pour la première fois, elle est devenue importatrice nette de pétrole.

68. Ceci s'explique en partie par le fait que les compagnies pétrolières publiques sont relativement inefficaces, et n'ont pas le savoir-faire suffisant pour extraire le pétrole de gisements de plus en plus difficiles à exploiter. Le gouvernement chinois a donc commencé à chercher des partenaires internationaux ; et la recherche de meilleures technologies est l'une des raisons qui expliquent que le géant pétrolier chinois CNOOC ait fait une offre de rachat pour l'entreprise américaine UNOCAL. C'est également l'une des raisons de la levée de boucliers parmi les législateurs américains, même si les réserves pétrolières d'UNOCAL sont en grande partie situées en Asie.

69. Mais le problème principal de la Chine est une demande qui explose. La Chine est aujourd'hui le deuxième consommateur de pétrole au monde - sa demande a pratiquement doublé pour passer à 6,5 millions de barils/jour depuis 1995. Cela représente un quart de la croissance de la demande du monde tout entier, même s'il convient de garder à l'esprit que la consommation américaine reste encore trois fois supérieure à ce chiffre. La demande en expansion de la Chine est fonction, en général, de sa croissance - étant donné que la Chine, comme les États-Unis, n'a pas une économie efficiente sur le plan énergétique - et, en particulier, de la mauvaise distribution d'électricité, qui force les entreprises à se doter de générateurs au diesel. L'Agence internationale de l'énergie s'attend à ce que la demande de la Chine en pétrole double à nouveau, et c'est une estimation prudente, d'ici 2030.

70. La Chine a des réserves de charbon d'environ 125 milliards de tonnes, mais là encore, le charbon est difficile à extraire, et en grande partie de mauvaise qualité. L'industrie minière de la Chine est la plus grande du monde, et la plus dangereuse ; la production a augmenté rapidement au cours de ces quelques dernières années pour atteindre autour des 2 milliards de tonnes (un tiers du total de la production mondiale). Mais dans la principale région d'extraction du charbon de la Chine, 100 000 emplois ont été perdus au cours des 10 dernières années. En fait, sur les 118 villes chinoises dont l'économie repose sur les ressources naturelles, 33 au moins ont épuisé ces ressources - et 6 connaissent des niveaux de chômage qui dépassent les 20 %. De récents rapports gouvernementaux sur la situation sociale dans ces régions font état de «problèmes graves et complexes.»

71. Un peu plus de la moitié de charbon chinois est utilisée pour la production électrique, qui représente plus de 70 % de l'ensemble de l'électricité du pays, mais la demande a connu une croissance de plus de 10 % par an, et la production a du mal à suivre. Selon le gouvernement, de par sa taille et son échelle, le secteur du charbon tel qu'il est actuellement en Chine est loin d'être en mesure de répondre à la future demande des marchés du pays - et les fondamentaux économiques du problème sont compliqués par les prix artificiellement bas que paient les compagnies de production d'électricité.

72. Pour un pays qui a pour credo l'autosuffisance, soutenir l'approvisionnement énergétique et diversifier les sources est devenu une préoccupation majeure. Des plans sont en cours pour développer la production de gaz, convertir le charbon en pétrole et développer une capacité supplémentaire hydroélectrique, par exemple le Barrage des Trois Gorges. Des recherches sont également en cours dans le domaine des ressources renouvelables (dans des régions éloignées, certains villages utilisent des panneaux solaires pour leur production d'eau chaude). Mais, de plus en plus, la Chine cherche activement à garantir ses approvisionnements dans le monde - et ceci, comme on va le voir plus loin, est l'une des plus grandes menaces potentielles qui pèsent sur ses relations avec l'Occident.

73. Entre-temps, l'économie chinoise a connu des contraintes du fait des prix élevés des commodités, une hausse dont sa propre croissance est en partie responsable - et dans une plus large mesure qu'en Europe, étant donné que son économie consomme beaucoup d'énergie et que sa monnaie repose sur le dollar. En fait, l'économie chinoise a été victime de son propre succès à bien des égards – elle enregistre des prix plus élevés pour les commodités les matières premières, des frais d'expédition et de distribution plus élevés également et des poussées de fièvre dans les prix de l'alimentaire.

74. Comme on le suggérait plus haut, la fiabilité insuffisante de la distribution d'électricité constitue l'une des principales faiblesses de la Chine. L'été dernier, ce pays a connu des pannes persistantes. Les réserves de combustibles sont devenues très basses, et dans un pays de cette taille, où le transport est surchargé, faire parvenir des matériaux au bon endroit au bon moment peut relever de la gageure. Avec un marché manipulé, des stocks vieillissants et une incapacité au niveau du management, les entreprises de production d'électricité sous contrôle de l'État ont grand besoin de réformes, si la Chine veut maintenir sa croissance. L'utilisation d'électricité par tête reste encore du dixième seulement de la consommation aux États-Unis, et l'Agence européenne de l'énergie estime que la Chine représentera 25 % de l'augmentation totale d'électricité mondiale au cours des trente prochaines années.

75. Ceci souligne la question de l'utilisation efficiente des investissements qui continuent de grever la croissance chinoise. La saturation du secteur de l'aciérie est autre exemple récent : en réaction à une hausse de la demande, les usines se sont multipliées dans les provinces de toute la Chine, entraînant des surcapacités. Les cours mondiaux de l'acier, qui s'étaient élevés du fait de la demande chinoise, dégringolent maintenant, à mesure que l'acier chinois excédentaire inonde les marchés mondiaux.

76. En 1999, l'actuel premier ministre de la Chine a prévenu que « la survie même de la nation chinoise » est menacée par des pénuries d'eau. Mais les réserves de la Chine ont continué de se raréfier, car ce pays est frappé de sécheresse (une situation compliquée par des inondations ponctuelles d'une ampleur exceptionnelle), une hausse de la demande et des problèmes environnementaux de longue haleine. La pollution, la déforestation et l'avance des déserts du nord-ouest comptent parmi les défis de taille, aggravés par des projets de grands travaux communistes mal pensés. Les niveaux des fleuves sont descendus brutalement, et dans la majeure partie de la Chine du Nord, les réserves d'eau baissent d'environ un mètre par an. Chaque jour, le nombre de nouvelles automobiles circulant dans les rues de Pékin dépasse le millier.

77. La moitié des eaux usées produites par la Chine se déverse directement dans les fleuves et lacs du pays. Sur les 670 villes chinoises de taille grande à moyenne, 400 ne sont pas encore raccordées à un système d'épuration d'eau. L'amélioration de la qualité de l'eau est également vitale pour l'espérance de vie de la population.

78. Même si la Chine investit lourdement dans le traitement des déchets et des eaux usées – domaine présentant là aussi des perspectives considérables pour les investisseurs étrangers -, il reste encore beaucoup à faire, et la construction de nouvelles installations reste en retard par rapport au rythme de l'urbanisation, puisque près de la moitié des villes du pays, grandes et moyennes, ne disposent d'aucune usine de retraitement.

79. La Chine regroupe 21 % de la population mondiale, mais dispose de 7 % seulement des ressources mondiales en eau. Des efforts sont déployés actuellement pour amener les normes sanitaires de l'eau potable au niveau international. Les pouvoirs publics s'efforcent aussi d'augmenter progressivement le prix de l'eau pour amener les usagers à une consommation plus responsable. L'on s'efforce également d'introduire le principe du « pollueur payeur ». Alors que les compagnies étrangères des eaux sont invitées à investir, l'un des défis consistera à faire en sorte que les prix dans un marché devenu aussi libéralisé demeurent équitables pour les consommateurs.

80. À la campagne, une personne sur trois n'a pas accès à l'eau potable, alors que plus d'une centaine de grandes villes connaissent des pénuries. Les rendements hydroélectriques ont décliné, tandis que les fonderies et les usines ne sont plus sûres d'être approvisionnées. Pourtant, le prix de l'eau reste encore inférieur d'environ 40 % au coût réel - avant 1985, l'eau n'était pas facturée du tout. Il est prioritaire pour la Chine de relever ses tarifs, d'investir dans des technologies de traitement de l'eau et de s'attaquer aux problèmes écologiques si elle veut anticiper pour prévenir la menace de catastrophes écologiques.

81. La contamination, en novembre 2005, du fleuve Song hua du fait d'une nappe polluante de 80 km de long de produits chimiques dus à une fuite accidentelle dans un complexe d'industrie chimique est un récent exemple des dommages causés à l'environnement. La fuite de nitrobenzène extrêmement toxique a mis en danger les quelques 4 millions d'habitants de la ville de Harbin, ainsi que ceux de Khabarovsk, en Russie. Pour protéger la santé publique à Harbin, il a fallu faire venir de l'eau potable d'autres régions du pays jusqu'à ce que la nappe se soit éloignée.

82. Selon des estimations de la Banque mondiale, la pollution environnementale causerait 400 000 décès par an parmi la population chinoise. La rapide industrialisation et l'avance des déserts réduisent encore davantage les terres cultivables, déjà limitées. On rapporte de plus en plus de cas de pluies acides et de pathologies graves dues à la pollution des fleuves et des lacs par les secteurs de la chimie, du papier et de la teinture.

83. Il est d'autant plus difficile de nettoyer l'environnement que bon nombre d'entreprises sont réticentes à sacrifier des bénéfices rapides pour procéder à de coûteux investissements en vue de réduire la pollution. Ces industries vont la plupart du temps ignorer les directives de la capitale. Comme le dit un vieux proverbe : « le soleil est près et l'Empereur est loin ».

84. Au cours de l'été 2005, le ministre chinois de l'Environnement, Xie Zhenua, a présenté les politiques de son pays dans ce domaine au Parlement belge. Il a confirmé que, contrairement à la politique suivie jusque-là qui consistait à faire passer la croissance économique avant la protection de l'environnement, la nouvelle politique accorde véritablement une très forte priorité à la protection de l'environnement. Il a cité certaines estimations selon lesquelles, dans les provinces de l'Ouest, la dégradation de l'environnement causerait des pertes de productivité de l'ordre de 13 %. Par exemple, dans le passé, les déchets étaient souvent transportés dans une décharge située dans les montagnes, avec pour résultat que la pollution redescendait par les cours d'eau dans les vallées qu'elle polluait gravement. Selon des estimations, quelque 300 millions de Chinois boiraient de l'eau dangereuse pour la santé du fait de la pollution au permanganate, à l'ammoniac, au nitrogène et au pétrole.

85. Un « PIB vert » a été introduit pour un certain nombre de villes, dans le cadre d'un projet conjoint entre la Chine et la Banque mondiale, ce qui signifie que la croissance n'est plus mesurée par les seules variables économiques, mais intègre aussi des améliorations écologiques.

86. L'environnement dégradé figure parmi les facteurs qui poussent les Chinois à quitter la campagne, où vivent encore 60 % des ruraux - bien que la Chine compte 16 des 20 villes les plus polluées au monde. Selon des projections des Nations unies, la population rurale aura baissé d'ici 2030 et ne représentera plus que 40 % de la population totale. Certes, on peut penser qu'il ne s'agit

pas là d'un processus sur lequel le gouvernement pourrait influer, quand bien même il le voudrait. La surexploitation, et l'utilisation de terres arables comme terrains à bâtir, ont aggravé le problème, de sorte que certains se demandent désormais si la Chine peut encore nourrir sa population.

87. Nul ne le sait. Avec une population qui devrait atteindre les 1,48 milliard en 2025, la plupart des experts pensent que les ressources de la Chine seront probablement suffisantes, mais qu'il faudrait en priorité que ce pays se dote d'une meilleure technologie agricole, et qu'il convient de ne pas négliger les besoins en approvisionnement en eau. Dans les années de vaches maigres, la Chine devra, par ailleurs, importer des quantités substantielles de blé, comme elle l'a fait à plusieurs reprises récemment, et cela sur une échelle telle que les cours du blé augmenteraient de manière significative. La crise de l'environnement en Chine aura des conséquences directes pour l'ensemble du monde - mais son impact le plus puissant pourrait bien concerner le système politique du pays.

88. En octobre 2005, le Parti communiste chinois a approuvé le 11^{e} Plan quinquennal du pays pour la période 2006-2010. Le plan parle de construire « une société harmonieuse » grâce au « développement scientifique ». Il va sans dire que le plan est de moins en moins en mesure de diriger des pans entiers de l'économie chinoise, toujours plus orientée vers des principes de marché, mais il reste attentivement examiné car il est l'expression des priorités des dirigeants du Parti communiste, qui contrôle le système financier et les secteurs stratégiques tels que l'énergie.

4.8. Un seul pays, un seul gouvernement possible

89. Avec quelque 66 millions de membres, le Parti communiste chinois constitue la plus grande organisation politique au monde. Il exerce encore un pouvoir fort - la dissension organisée est réprimée et les syndicats n'existent pas. Bien que le nombre de prisonniers politiques ait reculé depuis le début des années 1990, (à l'exception des membres du mouvement Falun Gong, qui ont été emprisonnés en masse depuis les manifestations de 1999), le système de justice pénale continue d'horrifier les observateurs occidentaux, on continue de signaler que les prisonniers sont fréquemment victimes d'abus, et les conditions de détention sont abominables. *Amnesty International* estime que la Chine a procédé à plus d'un millier d'exécutions en 2002, soit pratiquement 70 % de l'ensemble des exécutions dans le monde.

90. Certains progrès ont été faits pour s'attaquer à la bureaucratie gouvernementale et mieux faire appliquer la loi, en particulier dans le droit commercial. Bien que *Transparency international* classe la Chine 71e seulement dans le monde dans le domaine de la corruption et 112e en matière de liberté économique, les investisseurs font savoir que les contrats sont devenus plus faciles à résilier et à faire appliquer, et que les droits de la propriété se sont améliorés remarquablement depuis que la Chine a adhéré à l'OMC. Le gouvernement est déterminé à montrer qu'il peut faire avancer les choses, comme le prouve actuellement la débauche d'activités autour des Jeux olympiques de Pékin - et les hommes d'affaires sont souvent étonnés de voir que des provinces chinoises se font concurrence, avec énergie et détermination, pour obtenir des investissements.

91. Et à ce niveau, il semble qu'elles aient le soutien des populations. Même s'il est impossible de se faire une idée avec certitude, selon certains observateurs, la population soutient fortement les objectifs de croissance économique, et tous se sont engagés pour faire de la Chine une puissance de classe mondiale. La fierté nationale est à l'évidence restaurée, et les questions d'identité nationale - en particulier l'attitude vis-à-vis de Taïwan - suscitent un consensus frappant, même parmi les libéraux. Dans pratiquement toute la Chine, l'ambiance est plus détendue depuis quelques années - des changements sont en particulier en vue aux niveaux locaux. Des élections se sont tenues dans des villages, certains districts urbains, et dans certaines instances du parti. L'utilisation d'Internet a été autorisée à augmenter (bien que limité par une « Grande Muraille de Chine » de la censure), et les médias ont été encouragés à contester et à enquêter, dans certaines limites. Malgré tout, le gouvernement s'accroche vaille que vaille à l'idée que la réponse au problème se trouve dans l'amélioration de la qualité des fonctionnaires et des pratiques administratives, ce qui est, après tout, une idée toute confucianiste. Donc, comme l'indique *The Economist*, la population est libre non pas d'introduire des changements politiques, mais d'ignorer la politique.

92. En novembre 2005, le gouvernement chinois a publié un « Livre blanc » de politique générale, dans laquelle il donne sa propre définition de ce qu'est la démocratie dans son pays : « un gouvernement démocratique est constitué par le Parti communiste qui dirige au nom du peuple … tout

en préservant et en perfectionnant la dictature démocratique du peuple ». Ce document avance qu'au cours des vingt dernières années, la Chine a progressé significativement dans son système politique, renforcé la protection des groupes défavorisés et rationalisé son administration. Il ressort clairement du Livre blanc qu'un changement fondamental du système politique n'est pas à l'ordre du jour. Au niveau local seulement, des élections ressemblant vaguement à l'idée que se fait l'Occident d'un gouvernement démocratique seront organisées dans les villages et les communes. Le Livre blanc salue l'engagement de la Chine en faveur de la liberté d'expression et relève le nombre important de journaux, éditeurs et internautes, mais ne fait aucunement mention du système de censure qui règne dans le pays ni des nombreuses personnes emprisonnées pour leurs idées politiques.

4.9. Tensions sociales et vague de protestations de plus en plus fortes

93. Il est difficile de surestimer le défi que la croissance chinoise pose pour ce modèle. De plus en plus, la Chine est une mosaïque d'économies régionales, liées entre elles, mais avec des niveaux de prospérité extrêmement hétérogènes. Selon les chiffres de la police, l'an dernier, la Chine a connu 58 000 manifestations, soit une hausse de 15 % - il est intéressant de noter que les téléphones mobiles sont devenus un important outil pour les manifestants - et dans certaines villes de province, il est courant de rencontrer des barrages routiers. En 2002, même si cela n'a pas été rapporté dans la presse à l'étranger, le Parti a été confronté aux plus grandes manifestations de son histoire, lorsque d'anciens ouvriers d'État sont descendus dans la rue dans les villes du nord-est pour protester contre le non versement de prestations sociales, salaires et primes de licenciement, et contre l'enrichissement de certains officiels du Parti.

94. Les tentatives du gouvernement pour réformer les entreprises d'État se sont traduites par des licenciements en grand nombre, alors que dans les villes, des conditions de vie dramatiques ont entraîné une vague d'expulsions et de relogement forcé. Et étant donné que bon nombre des prestations sociales du pays étaient liées à l'emploi public (un système, connu sous le nom de « bol de riz en fer »), le déclin des entreprises d'État a entraîné de grandes pressions sociales. Les pensions, par exemple, étaient liées aux entreprises d'État - et lorsque le nombre de cotisants a diminué, les programmes se sont retrouvés sous financés, alors que les salariés des entreprises privées, plus récentes, découvrent qu'ils ne sont que peu ou pas couverts. Étant donné les défis démographiques auxquels nous assistons en ce moment, les problèmes risquent d'être considérables à l'avenir. Pour la considérable population d'ouvriers migrants chinois, il n'y a aucune sécurité sociale. Rien n'est prévu non plus pour les travailleurs de l'économie grise - dont l'ampleur est difficile à évaluer, mais dont tout laisse à penser qu'elle doit être énorme.

95. Pourtant, bon nombre des ruraux s'estiment chanceux. Les revenus dans les régions rurales ont stagné, et la plupart des gens gagnent toujours autour de un dollar par jour. Dans le passé, il n'y avait aucun système de pension pour les ruraux, et le programme qui a été annoncé a fait l'unanimité contre lui, avec des cotisations qui sont estimées à près de 3 %. En outre, les fermiers voient leurs terres de plus en plus expropriées pour la construction, et sont très peu dédommagés pour cela. Dernièrement, le Gouvernement chinois a entamé une politique d'aide au développement de la partie ouest du pays, en autorisant les injections de capitaux des principales banques d'Etat dans les provinces occidentales. Les premiers résultats se font déjà sentir.

96. On mentionnera également un fossé grandissant en termes d'égalité - si la population dans son ensemble se réjouit de la réussite du pays, elle se désole en même temps que peu participent à cette réussite. Le revenu par tête dans les zones urbaines est le triple de celui des zones rurales, ce qui représente un écart exceptionnel par rapport au reste du monde. Il est craindre que cet écart ne se creuse encore plus si aucunes politiques correctrices ne sont appliquées en matière de fiscalité et dans des domaines tels que la sécurité sociale, l'éducation et la santé publique. Le gouvernement reconnaît que le mécontentement populaire pourrait poser un sérieux défi à son pouvoir : en 2003, le premier ministre, Wen Jiabao, a inscrit au nombre de ses priorités principales la lutte contre le chômage, les disparités régionales et la pauvreté rurale. Et pour la Chine, plus que pour les autres économies des « tigres asiatiques » qui l'ont précédée, c'est là une course contre la montre.

4.10. « La Chine sera vieille avant de devenir riche »

97. La démographie joue un rôle clé dans le développement économique, une croissance rapide survenant souvent au moment où un pays conjugue une main-d'oeuvre jeune et un nombre peu élevé de personnes à charge. Cela a été le cas dans l'Europe du 19e siècle ou le Japon de l'après-guerre, ce qui a permis aux grandes puissances d'aujourd'hui de devenir riches avant d'être confrontées au vieillissement de leur population.

98. La Chine regroupe 21% de la population mondiale, mais ne dispose que de 7% des ressources en terres arables. Le Gouvernement a donc suivi un programme de planning familial, connu du reste de la planète sous le nom de « Programme de l'enfant unique ». Il avait pour vocation de renverser la tendance démographique, jusque-là marquée par des taux de natalité élevés et de mortalité faibles (avec un taux d'augmentation naturelle élevé, de ce fait) pour parvenir à un taux d'augmentation naturelle faible. Le taux de fécondité a effectivement chuté, atteignant 1,8 enfant par femme – autrement dit, un taux insuffisant pour assurer le renouvellement – avec des pointes plus élevées à la campagne qu'en ville. L'augmentation nette de la population chinoise reste de 10 millions par an, du fait de la large base démographique et du taux de mortalité désormais beaucoup plus bas. Cela est en train d'aboutir à un rapide vieillissement de la population, de sorte que, d'ici 2040, le pays devrait disposer d'une main d'œuvre moins importante que les Etats-Unis. Le Chinois moyen en âge de travailler aura à charge deux enfants et quatre personnes âgées. L'un des objectifs du gouvernement est de faire en sorte que la population atteigne un pic de 1,6 milliards de personnes d'ici 2050, à partir de quoi l'on s'attend à ce qu'elle demeure stable, voire décroisse.

99. Or, la Chine semble être partie pour être le premier des grands pays en développement à devenir une société vieillissante avant d'avoir atteint un développement modéré. La politique de l'enfant unique signifie que la dépendance de la vieillesse se rapproche remarquablement vite. En Europe, la « part grise » de la population était de 10 % dans les années 1930, et n'atteindra les 30 % qu'autour des années 2030. Or, selon les estimations, la Chine fera ce bond en une seule génération, ses retraités passant de 10 % en 2000 à plus de 30 % d'ici 2050. De ce fait, d'ici 2040, la Chine aura moins de travailleurs, par rapport au nombre de personnes âgées, que les Américains - à peu près au moment où elle pourrait entrer en lice pour se positionner parmi les grandes économies mondiales.

100. Ainsi, les enfants nés pendant la période de la politique de l'enfant unique seront confrontés à ce que les économistes appellent le problème « 4-2-1 », où un travailleur aura ses deux parents et ses quatre grands parents à charge. De plus, le déséquilibre entre les sexes qui commence à se faire jour en Chine - dans un contexte d'enfant unique, ce sont les garçons qui ont le plus de probabilités de survivre - va entraîner une pénurie de belles-filles disposées à prendre soin des personnes âgées selon le modèle traditionnel. (La diversité ethnique de la Chine perdurera. Dans la seule province occidentale du Yunnan, qui compte 60 millions d'habitants, on recense plus d'une cinquantaine de minorités qui ont des langues et des religions extrêmement différentes.)

101. Les économistes suggèrent que la Chine n'aura pas suffisamment d'actifs pour gérer les coûts de la transition économique et faire face à ses obligations de pension. Le régime de retraite public, déjà gravement en déficit, risque de devenir totalement insuffisant pour faire face aux besoins des nouvelles cohortes de personnes âgées. De nombreux retraités pourraient bien se replier à la campagne, où leur situation matérielle serait encore plus précaire. Le gouvernement devra vraisemblablement emprunter pour combler le déficit, mais son faible niveau d'endettement lui permettra de le faire. Et c'est pourquoi, si la charge des besoins liés au vieillissement ne devrait pas handicaper la croissance de la Chine, elle modifiera la nature des politiques du pays - et l'obligera peut-être à s'attacher davantage à la sécurité sociale.

102. Chaque année, quelque 140 millions de Chinois migrent d'un endroit à un autre du pays, et ils devraient être 200 millions par an dans dix ans. Pour le gouvernement, la migration a ses bons et ses mauvais côtés. Elle donne à de nombreux ruraux la possibilité d'enrichir leurs compétences et d'améliorer leurs perspectives professionnelles. Le réservoir de main d'œuvre de régions en pénurie de travailleurs peut se reconstituer et la migration peut promouvoir l'urbanisation, souvent considérée comme une condition nécessaire pour la croissance économique. En revanche, la migration peut entraîner une expansion urbaine excessive et des difficultés sociales. Ainsi, la ville de Chongoing, dans le centre du pays, compterait désormais 31 millions d'habitants.

103. Cela étant dit, ces tendances soulignent la nature précaire de la société chinoise contemporaine. À court terme, bien entendu, le pays doit générer autant d'emplois que possible. Mais rapidement - et plus rapidement que pour n'importe lequel des autres pays qui l'ont précédé -, il aura besoin d'augmenter les savoir-faire et les niveaux salariaux. Beaucoup dépend donc de la capacité de la Chine à passer d'une main-d'oeuvre rurale moins productive à une main-d'oeuvre urbaine plus productive.

4.11. L'avenir passe par la voie du milieu

104. Une bonne partie – mais ce n'est pas la totalité - de la population urbaine devient progressivement aisée. Et si les médias du monde entier regorgent d'histoire de nouveaux millionnaires chinois, c'est la croissance de la classe moyenne qui sera beaucoup plus significative. Officiellement, la Chine entend créer une société « aisée » d'ici 2020, avec des revenus moyens qui, de 1 000 $ aujourd'hui, devraient grimper à 5 000 $ par an.

105. Près de 300 millions de Chinois appartiendraient aujourd'hui à la classe moyenne, contre près de 50 millions en Inde. Environ 70 % des foyers urbains Chinois gagnent entre 2 000 $ et 7 500 $ par an - et plus ces foyers tendent à être de petite taille, plus leur revenu disponible est important. Cela signifie, comme les chiffres des ventes au détail l'ont suggéré au cours des quelques dernières années, que la croissance de la grande consommation commence à se découpler du niveau d'investissement du pays, ce qui se révélera important pour la santé à long terme de l'économie.

106. Cette classe moyenne émergente, et assez étendue, est le fer de lance dans l'adoption d'une série de modifications de style de vie que connaissent bien les Occidentaux. Alors qu'auparavant, les classes moyennes auraient pu vivre et travailler en ville, être employées par une entreprise d'État, aujourd'hui, il s'agit de plus en plus d'indépendants vivant dans les banlieues. Pouvant dans une certaine mesure accéder au crédit à la consommation, ils seront capables de s'acheter un logement, et peut-être même souhaiteront-ils avoir une automobile – de toute façon, ils risquent d'en avoir besoin pour se rendre à leur travail. Les touristes chinois dépensent plus que leurs homologues japonais à l'étranger. La société de consommation de la Chine en est à ses premiers balbutiements, et malgré le rapide essor des ventes de ces dernières années, le nombre d'automobiles en Chine reste encore de la moitié par rapport à celui des États-Unis au début de la Grande Dépression.

107. La classe moyenne change progressivement les règles du marché de l'emploi en Chine. Alors que l'investissement étranger représente aujourd'hui un milliard de dollars par semaine, et que les entreprises nationales s'efforcent d'améliorer la qualité de leurs salariés, dans certaines villes clés, il y a pénurie de travailleurs bien formés. Alors que les qualifications professionnelles ne peuvent bénéficier d'opportunité pour s'exprimer, et que les formations supérieures en gestion sont rares, bon nombre de diplômés entament leur carrière dans des multinationales pour se forger une bonne expérience avant de s'établir à leur compte. Et alors qu'auparavant, les entreprises étrangères se plaignaient du manque d'initiative de leurs employés chinois, aujourd'hui, elles se plaignent des difficultés qu'elles rencontrent dans leurs négociations pour recruter et conserver de bons employés qui sont de redoutables négociateurs. Le retour des membres de la diaspora chinoise (connus sous le nom poétique de « tortues de mer ») n'a fait qu'accélérer cette tendance.

108. De ce fait, les salaires des cadres augmentent d'environ 10 % par an, avec une inflation de 2% - et même là, des entreprises comme L'Oréal connaissent des taux de rotation du personnel d'environ 4%. Les primes et les incitations augmentent également : dans une récente étude, un tiers des entreprises multinationales ont déclaré qu'elles offraient désormais des voitures de fonction - et certaines ont même commencé à envisager d'externaliser au Vietnam ou au Cambodge.

109. Pour l'instant, ceci s'applique à un tout petit segment de la main-d'oeuvre, et n'a pas eu d'impact sur la croissance de la Chine ; mais il est intéressant de noter que l'essor économique rapide de la Chine pourrait rapidement s'accompagner de la diffusion d'une éthique « occidentale » du travail. Il est difficile de croire que cette nouvelle classe moyenne n'aura pas, à terme, de conséquence sur la politique de la Chine : et pour le Parti, le danger réside dans le fait que le chat - qu'il soit noir ou blanc – va bientôt sortir du sac.

4.12. La Chine peut-elle se transformer ?

110. Tous ces éléments ont des implications complexes, et fascinantes pour les observateurs occidentaux. Si la croissance de la Chine est comparable à celle des anciennes économies des «tigres asiatiques», le pays est confronté à des défis sans précédent en termes d'échelle et de vitesse. Et s'il est, par la force des choses, plus ouvert que n'importe laquelle des économies de croissances qui l'ont précédé, il supporte toujours une lourde charge en termes d'industries obsolètes et dispendieuses, qu'il hésite à abandonner, pour des raisons à la fois sociales, culturelles et idéologiques.

111. Si l'on en juge par la récente expérience dans la région, la Chine n'en est qu'à une étape initiale de son développement, et il n'est pas déraisonnable de s'attendre à ce qu'elle récupère près de 30 % de la production économique mondiale d'ici le milieu de ce siècle. Cela reste probable, mais rien n'est certain - beaucoup de «si» et de «peut-être» pourraient ralentir ses progrès. Et, pour l'avenir prévisible, la plus grande partie des Chinois seront beaucoup moins riches que la majeure partie des Européens.

112. C'est pourquoi, à la question de savoir si la Chine sera capable de se transformer, il convient de répondre par un « oui » prudent. Il se peut que les deux facteurs clés soient similaires à ceux qui s'appliquaient au 19e siècle : premièrement, la nature de la pression extérieure, étant donné le nouveau profil de la Chine dans le monde et, deuxièmement, savoir si la Chine peut survivre à cette ascension sociale qui ne fait que s'accélérer. Quoi qu'il se passe, l'effet se fera sentir dans le reste du monde - et sans aucun doute pour le premier des partenaires commerciaux de la Chine, l'Europe.

5. L'atelier d'un monde ambivalent

113. Les villes côtières de la Chine sont souvent appelées « l'atelier du monde », une expression utilisée pour la première fois pour qualifier la Grande-Bretagne au début du 19e siècle. Mais alors que la Grande-Bretagne était la première puissance militaire au niveau mondial et pouvait obliger d'autres pays à commercer avec elle, la Chine opère dans un monde où la puissance militaire et financière est aux mains des démocraties, qui sont naturellement ambivalentes face à l'essor chinois. Et alors que la base industrielle de la Grande-Bretagne était au départ d'origine nationale, la Chine a besoin des entreprises étrangères et de l'investissement étranger pour créer les emplois qu'il lui faut.

114. C'est pourquoi la Chine doit exercer une diplomatie prudente (et elle a, bien entendu, tendance à être ambivalente face au monde extérieur lui-même), alors qu'elle est attirée vers une politique commerciale de plus en plus agressive. Il ne fait pas de doute que les dirigeants chinois sont conscients des dangers - et voient avec préoccupation se développer le sentiment de protectionnisme à leur encontre. Main dans la main avec le nationalisme chez eux, ils se sont efforcés de projeter à l'étranger l'image d'un État moderne, tourné vers l'avenir et responsable. Outre qu'elle va accueillir les Jeux olympiques, nous voyons la Chine sponsoriser les négociations nucléaires avec la Corée du Nord, bien qu'avec quelques réserves, et offrir une aide sans précédent après le tsunami en Asie (le chiffre de l'aide augmentant tous les jours à un certain moment, car la Chine faisait concurrence à Taïwan).

115. À l'évidence, cette approche n'a eu qu'un succès mitigé. Pour la seule année 2003, les exportations ont augmenté de près de 35 %, atteignant une part de 6 % des exportations de commodités mondiales (ce qui place la Chine au quatrième rang dans le monde) et de 2,6 % des exportations de services commerciaux (classant la Chine à la neuvième place mondiale). En 2004, il semblerait que les exportations aient à nouveau augmenté de 35 %. La meilleure chance de la Chine repose dans un commerce réciproque selon les principes du libre-échange.

116. En effet, ces dernières années, la Chine est devenue un partenaire commercial vital pour tous les grands de l'économie mondiale. D'une part, les entreprises du reste du monde ont prospéré en s'établissant en Chine, ce qui a permis de générer des bénéfices supplémentaires pour les actionnaires et de produire des marchandises ayant une meilleure valeur ajoutée pour les consommateurs de la planète. Et, d'autre part, à mesure que les exportations de la Chine augmentaient, les importations augmentaient encore plus vite.

117. En 2003, les importations chinoises ont atteint un niveau sans précédent de 44 % - ainsi, selon l'OCDE, la contribution nette du commerce extérieur à la croissance chinoise a été négligeable. C'est pourquoi son importance pour le commerce mondial dépasse largement sa part d'exportation : la Chine est devenue la troisième nation commerçante dans le monde, à parité avec le Japon. En 2003, elle représentait 20 % de la croissance des exportations américaines, 28 % de celle de l'Allemagne et 40 % de celle de la Corée. En fait, il est probable que la Chine a représenté le quart du total de la croissance commerciale mondiale cette année-là.

118. En d'autres termes, la Chine est devenue incontournable pour le commerce mondial - qui a enregistré une croissance record de 9,5 % en 2004 - et au moins autant du fait des importations chinoises que de ses exportations. C'est pourquoi les préoccupations ont été vives lorsque, en réaction aux craintes de surchauffe, le gouvernement chinois a resserré sa politique. Les prêts bancaires ont été limités, les taux d'intérêt relevés et les dépenses d'infrastructure modérée ; alors que l'économie semblait marquer le pas au milieu de l'année 2004, elle a depuis largement rebondi. Et bien que les importations aient été affectées par les mesures de gouvernement, elles ont encore augmenté de 36 %, un petit peu plus vite que les exportations.

119. Les inquiétudes de l'an dernier démontrent que tout dérapage de la croissance chinoise aura un effet boomerang significatif - en particulier si la Chine se révélait incapable de continuer à financer les déficits américains. Et cela aurait également un impact majeur sur des économies plus ouvertes, surtout en Asie. (La Thaïlande est déjà connue comme le « Detroit de l'Asie », du fait de la quantité de composants qu'elle fournit au secteur automobile de la Chine).

120. Mais si la croissance chinoise lente est une préoccupation, une croissance en accélération en est une autre. Les évolutions en 2005 ont suscité une vive réaction aux États-Unis, depuis longtemps exposés à des niveaux élevés d'importations chinoises. Mais elles ont également suscité une réaction en Europe, qui jusque-là avait adopté une position politique plus positive.

121. Pour tenter de parvenir à un point de vue équilibré de la situation actuelle et de ses perspectives, il convient d'examiner tous les aspects de la relation commerciale avec la Chine. Car, comment va le voir, il n'est pas clair du tout que la réaction prévalant en Occident, faite de craintes populaires et de récrimination politique, soit la bonne dans ces circonstances.

5.1. Investissements et commerce : l'Occident regarde vers la Chine

122. La Chine a été amplement critiquée pour avoir inondé le monde développé de produits à bas prix. Mais, comme on l'a vu, l'investissement étranger est dans une large mesure à l'origine de cette augmentation des connaissances et des capacités. Cinq pays - les États-Unis, Royaume-Uni, l'Allemagne, Japon et la France - représentent plus de la moitié des investissements étrangers, la plupart du reste venant des voisins de la Chine, notamment Hong Kong.

123. Les États-Unis ont été exposés à des importations chinoises à grande échelle avant l'Europe, à la fois parce qu'ils avaient investi le plus lourdement dans le pays et parce que les investissements avaient été davantage ciblés vers des entreprises fabriquant des biens de consommation à bas prix. Wal-Mart Stores, par exemple, a importé pour 12 milliards de dollars de produits chinois en 2004. Les systèmes de distribution européens sont traditionnellement plus fragmentés - et chaque pays a tendance à avoir des fournisseurs traditionnels, souvent d'anciennes colonies - et jusqu'ici cela a servi à conserver une plus grande diversité d'approvisionnement.

124. La relation commerciale de l'Europe avec la Chine a été remarquablement saine, et de plus en plus importante pour les deux parties. En 2004, la Chine restait encore le deuxième plus grand partenaire commercial de l'Union européenne (après les États-Unis) et, selon des statistiques chinoises, l'UE est devenue le principal partenaire commercial de la Chine (avant les États-Unis et le Japon). Mais alors que l'UE avait un excédent commercial avec la Chine durant les années 1980, la situation est maintenant marquée par un déficit commercial croissant (environ 80 milliards d'euros en 2004), désormais le plus gros déficit commercial bilatéral de l'UE.

125. Toutefois, derrière ce chiffre se cache la force sous-jacente de la relation. L'Europe est, dans l'ensemble, une économie ciblée sur les exportations : la zone euro, par exemple, présente un excédent commercial avec le reste du monde, une situation totalement inverse de celle des États-Unis. Et durant les dix premiers mois de 2004, les pays de l'UE ont vendu pour 41 milliards de dollars de biens et de services à la Chine, pratiquement deux fois le montant des exportations des Américains. En effet, alors que l'Europe importe essentiellement des biens à bas prix, par exemple des jouets, qu'elle ne fabrique plus en nombre, le continent excelle dans le genre de produits de grande qualité prisés en Chine. Comme on l'a vu, ce pays est très demandeur d'équipements d'infrastructure, un secteur traditionnellement fort pour les entreprises européennes. Siemens a largement participé à la modernisation du système de télécommunications chinois, tout en vendant du matériel pour les barrages, centrales électriques et métro. ABB fournit les secteurs chinois de l'acier et de la pétrochimie, tandis que les entreprises françaises Suez et Veolia Environnement se sont vues adjuger des milliards de contrats pour des systèmes de traitement de l'eau et des déchets.

126. Étant donné l'ampleur du défi des infrastructures pour la Chine, ce type de commerce a encore une grande latitude de développement. Outre la construction et le transport, l'expertise en matière d'environnement et de biotechnologie devrait gagner en importance, et, comme le dit Dirk Schumacher, économiste chez Goldman Sachs, «la demande que nous voyons en ce moment en Chine n'est pas prête de s'interrompre.»

127. S'il est vrai que certains des projets chinois les plus ambitieux ont été retardés pour tenter de prévenir une surchauffe de l'économie, le gouvernement n'a d'autre choix que de continuer à dépenser - surtout du fait que Pékin se prépare à accueillir les Jeux olympiques. Une ligne de chemin de fer à grande vitesse jusqu'à Shanghai, un projet dont le prix est à peine inférieur à celui du Barrage des Trois Gorges, fait actuellement l'objet d'une concurrence entre Alsthom, Siemens et le japonais Shinkansen. L'Association des Chambres de commerce et d'industrie allemandes prévoit que les exportations allemandes vers la Chine vont augmenter de 20 % tous les ans dans un avenir prévisible, et le chancelier Schröder a conduit cinq missions commerciales en Chine.

128. L'exemple le plus frappant peut-être de la réussite des exportations européennes en Chine est Airbus. Jusqu'à la moitié des années 1980, Boeing dominait le marché de l'aviation en Chine ; mais aujourd'hui, ce pays compte 270 Airbus en service, soit 32 % de l'ensemble de la flotte - et l'an dernier, deux tiers des nouveaux avions livrés en Chine provenaient d'Airbus. La compagnie est maintenant dans une excellente position, sur un marché où les commandes devraient atteindre 200 milliards de dollars sur les 20 prochaines années.

129. Pour cela, Airbus a lourdement investi en Chine ; il y a construit une école d'entraînement de pilotage près de Pékin, et il propose une formation gratuite à ses clients. Il a également lancé un centre local d'ingénierie et de conception, et la Chine a été désignée partenaire de la compagnie pour développer le modèle A350. Comme Boeing, la compagnie sous-traite des travaux à des industries chinoises, et le nouveau super jumbo A380 a été conçu en gardant à l'esprit le volume de passagers chinois. La première commande chinoise pour cet avion a été signée au début de cette année, et la compagnie espère que la Chine sera le marché numéro un pour ce modèle.

130. Comme le suggère cet exemple, le commerce de l'Europe avec la Chine et ses investissements dans ce pays deviennent indissociables. Et l'on peut voir des produits européens apparaître sous une forme adaptée à la clientèle locale, dans des secteurs aussi variés que l'automobile et les produits de maquillage. Aujourd'hui, un touriste européen serait surpris du nombre d'automobiles qui lui sembleraient familières dans les rues - Volkswagen est le leader sur le marché chinois, et des groupes tels que Mercedes et Peugeot-Citroën sont également fortement représentés. Bien que le récent essor du marché automobile ait été ralenti par le resserrement des crédits, et que, comme dans beaucoup de secteurs, les profits à court terme soient difficiles à dégager, les grands fabricants d'automobiles se sont engagés pour un investissement long terme. Volkswagen envisage de dépenser 7,6 milliards de dollars pour augmenter sa production au cours des quatre prochaines années.

131. Dans pratiquement tous les secteurs d'activité de la Chine, les grandes sociétés occidentales se font concurrence pour construire des parts de marché à long terme. Carrefour, Tesco et Walmart se sont unis avec les plus grands supermarchés ; Accor, Best western, Marriott et Intercontinental se battent pour créer des hôtels, tandis que Procter & Gamble et Unilever en font de même dans le

secteur des produits d'entretien. L'Oréal également a trois usines de production de produits de beauté en Chine, et il signale que ses ventes dans le pays ont augmenté de 69 % l'an dernier. Entre-temps, les comptables, consultants en management et groupes de services financiers ont rapidement investi les marchés - et l'expertise de l'Europe dans ce domaine devrait se révéler lucrative, à mesure que la Chine s'efforce de moderniser ses systèmes de sécurité sociale et de s'adapter à sa population vieillissante.

132. Alors que le niveau de vie s'améliore, les produits de luxe ont commencé à se diffuser. Morgan Stanley estime que le nombre de Chinois qui peuvent s'acheter des produits de luxe passera de 13 millions à 100 millions d'ici 2010. Des marques occidentales telles que Prada, Louis Vuitton et Ermenegildo Zegna ont ouvert des boutiques dans les villes chinoises. On a vu augmenter remarquablement les ventes de vins, également (certains pensent que le vin a été inventé en Chine de l'Ouest), créant ainsi un effet d'aubaine pour les exportations - et maintenant, à mesure que l'industrie nationale devient florissante, des viticulteurs français développent de nouveaux vignobles chinois. Rémy-Cointreau a récemment acquis une part de 25 % dans l'un des principaux producteurs chinois, Dynasty Wines.

133. Cette appétence pour le style et la culture européens est très visible. Les architectes sont très demandés, et la dernière lubie est de faire construire des opéras grandioses – Zaha Hadid, de Londres, en a conçu un à Guangzhou et le Français Paul Andreu un autre à Shanghai, plus un troisième situé sur la place Tienanmen même. Il a également conçu le nouvel aéroport de Shanghai, autre secteur très prometteur pour l'Occident.

134. Comme Airbus a pu s'en apercevoir, le marché du transport aérien est en pleine expansion, et le nombre des aéroports en Chine a doublé en une décennie, il dépasse aujourd'hui les 130. Selon les prévisions, la Chine devait devenir le deuxième plus grand marché aérien du monde en cinq ans, et comme le secteur a commencé à être libéralisé, plusieurs entreprises européennes ont pris des participations dans des groupes aéroportuaires. En outre, la Chine devrait être la principale source de voyageurs internationaux d'ici 2007, et de récents accords sur les visas ont facilité les déplacements des touristes chinois qui se rendent en Europe. Déjà, notre continent reçoit un million de visiteurs chinois par an, et on pense que ce nombre devrait au moins tripler. L'Europe est également devenue une destination de plus en plus prisée pour la formation en langues, l'enseignement supérieur et l'expérience professionnelle, étant donné que les conditions se sont durcies pour l'immigration aux États-Unis. Il semblerait que 300 millions de Chinois soient intéressés par l'apprentissage, ou l'amélioration de leur anglais !

5.2. Qu'en est-il de la menace sur l'emploi ?

135. Des milliers d'entreprises occidentales dépendent maintenant de leur production en Chine pour rester compétitives. Walmart et IKEA ont été des pionniers, tout comme les fabricants de sportswear tel que Adidas, Puma et Geox - une entreprise qui fabrique désormais en Chine des produits qui seront vendus sur le marché chinois, aussi cher qu'à l'Ouest - et il ne fait aucun doute que la tendance ne fait que s'affirmer. Une récente étude laisse à penser que pratiquement la moitié des fabricants britanniques envisage aujourd'hui de transférer certaines capacités en Chine. Et même une marque de luxe telle que Villeroy et Boch, placée au coeur de l'Europe et dépositaire d'une tradition séculaire, a délocalisé de la nouvelle production en Chine.

136. Pour autant, « il serait fou de penser que le secteur manufacturier mondial va se déplacer en Chine » déclare Bill Emmott, éditorialiste de *The Economist*. Il fait remarquer que des facteurs tels que les fluctuations de taux de change, les différentiels de produits, des niveaux de savoir-faire et la nécessité d'être proche des marchés joueront toujours un rôle considérable dans la production. Et dans le cas de l'Europe, il convient de noter qu'une bonne partie de la relocalisation a déjà été faite- en grande partie dans le continent. De plus en plus, la fabrication à bas coût se déplace vers le Sud Est et l'Est : la plupart des téléviseurs vendus en Europe, par exemple, sont désormais fabriqués en Turquie, et des entreprises telles que Renault et Peugeot ont en toute discrétion développé des usines en Pologne et Hongrie. Si cela a bénéficié à la compétitivité européenne, et à ses consommateurs, cela a également placé les modèles sociaux européens en très mauvaise posture. On voit de plus en plus une tendance à la conservation de vieilles usines de production européenne

qu'on laisse décliner par le jeu naturel de l'obsolescence, tout en créant de nouvelles capacités ailleurs. Pour l'emploi, cela aura un effet de « bombe à retardement », que l'on peut traiter mais non éviter.

137. Il se peut donc que les économies moins développées, en Europe et aux alentours, soient celles qui seront le plus sévèrement atteintes par les répercussions de la montée en puissance de la Chine. Mais leur localisation, et leur main-d'oeuvre relativement flexible devraient les aider à rester en activité - et, point intéressant, les aider à conquérir des investissements chinois (en particulier du fait que la croissance économique de la Chine augmente les coûts d'expédition). Ainsi, *China Display Digital Imaging Technology*, un fabricant de téléviseurs basés à Shanghai, envisage actuellement de délocaliser une partie de sa production en Europe de l'Est, pour réduire les frais de transport et de douane, tandis que le conseil en investissement Victor Chu, basé à Hong Kong, est en train de monter un fonds pour investir dans des entreprises sino-turques.

138. Cela étant dit, jusqu'ici, 2005 a représenté l'équivalent d'un réveil rude pour l'Occident. La vague d'exportations chinoises, conjuguée au ralentissement national à l'Ouest, a eu un effet dramatique. En comparant les chiffres pour les deux premiers mois de l'année, l'Allemagne a vu un excédent commercial de 1,24 milliard de dollars de l'année précédente se muer en un déficit de 316 millions de dollars. Et l'Italie, qui l'an dernier avait un déficit de 256 millions de dollars, a vu celui-ci se creuser pour atteindre les 812 millions de dollars. Pourquoi ?

139. Selon Stephen Roach, économiste en chef chez Morgan Stanley, « une bonne partie s'explique par l'effet cumulatif des multinationales étrangères qui consolident leurs unités de production en Chine. Après des années d'investissement, les effets se font sentir en cumulé ».

140. De fait, l'explication tient en grande partie au fait que la production - d'ordinateurs et d'électronique, en particulier -, jusque-là assurée sur des sites de production au Japon ou en Asie, a été transférée en Chine. Ainsi, si cela exacerbe le déficit global de l'Europe par rapport à la Chine, en fait, cela ne coûte pas beaucoup à l'Europe en pertes de production. Mais il est un secteur où la croissance des exportations a été énorme et où l'Europe comme les États-Unis ont réagi vigoureusement : le textile.

141. Jusqu'à cette année, dans un environnement réglementé par l'Accord multifibre, l'Europe était le premier exportateur de textile au monde. Et bien que le secteur ait été en déclin sur le long terme, et ait perdu 60 % de ses emplois au cours des dix dernières années, il représente encore 2 millions d'emplois en Europe. Mais, l'Accord arrivant à expiration cette année, les exportations chinoises de textile ont commencé à augmenter - non sans quelques restrictions, et en partant d'un niveau à l'origine bas, mais plus librement qu'avant. Ainsi, selon l'UE, les importations de T-shirts ont augmenté de plus de 150 %, tandis que celles de pull-overs et de pantalons augmentaient de plus de 400 %.

142. En quelques semaines, on a assisté à une levée de boucliers sur les deux rives de l'Atlantique, et rapidement les médias se sont faits l'écho de rumeurs de licenciements massifs. À Washington, des quotas ont tout simplement été imposés, alors qu'en Europe, des tentatives ont été faites pour négocier. En mai, un nouvel accord était en place, limitant la croissance des exportations dans dix secteurs clés à 10 % par an jusqu'en 2008, pour donner à l'industrie européenne du secteur un répit (et les rumeurs de fermeture en masse ont immédiatement disparu). Puis, au cours de l'été 2005, l'UE a bloqué ses importations de vêtements en provenance de la Chine, certains de ses Etats membres ayant fait valoir que leur secteur du textile était en perdition du fait de la nouvelle concurrence, d'autres en revanche se plaignant que leurs détaillants étaient pénalisés par le manque à gagner dû aux ventes perdues. Un compromis a finalement été trouvé avec la Chine.

143. La classe politique européenne doit être félicitée pour être parvenue à une solution de consensus - étant donné la réaction populaire, elle n'avait d'autre choix que d'intervenir - et le secteur devrait, en toute logique, s'attendre à être soutenu pour s'adapter aux nouvelles circonstances. Quoi qu'il en soit, l'Accord multifibre était en vigueur depuis les années 1970, et l'on savait pertinemment quand il allait expirer - pourquoi cette panique ? Le répit obtenu pour l'Europe n'a pas été demandé à l'évidence dans l'intérêt des consommateurs : en juillet, les importations de pull-overs avaient déjà atteint leur quota et avait été suspendues. En outre, à moins que le secteur n'agisse avec détermination, cela sera contre-productif pour lui également. L'industrie textile chinoise a toujours été fragmentée - mais, s'étant concentrées pour augmenter leurs exportations, en pure perte, les

entreprises sont maintenant forcées de se consolider et de s'efforcer d'ajouter plus de valeur à leurs produits. Dans trois ans d'ici, les textiles européens seront confrontés à une concurrence beaucoup plus rude.

144. Les Chinois ne sont peut-être pas très surpris par tout ça - mais on peut comprendre qu'ils soient un peu fâchés. Au titre de son accord avec l'OMC, la Chine doit libéraliser ses marchés - et jusqu'à 2013, n'importe quel autre pays peut limiter les importations chinoises si celles-ci ont des effets perturbateurs. Au cours des négociations sur le textile, le ministre de la Chine a déclaré d'une voix lasse : « la Chine protégera ses droits légitimes, et en revanche, agira conformément aux règles de l'OMC ». Il a laissé entendre, dans le même temps, que la Chine va maintenant ralentir l'ouverture de ses marchés aux produits agricoles. Il semble que la Chine commence à comprendre l'Occident !

145. Le secteur textile européen va inévitablement se contracter - ce qui était déjà le cas de toute façon - mais il est tout à fait capable de trouver de nouvelles façons de prospérer, s'il met à profit le répit que lui a été accordé. Beppe Pisani, producteur italien de textile, a déjà ressenti la pression. « Nous, les Italiens, étions en Chine bien avant les autres » a-t-il déclaré « nous leur avons apporté nos méthodes, nous leur avons vendu nos outils - et maintenant, c'est comme d'avoir un enfant qui a grandi et qui n'a plus besoin de vous. » Mais son entreprise a réagi en important de la soie et des tissus synthétiques de Chine, qu'elle a traités avec les techniques de finitions traditionnelles italiennes. Il vend même certains de ses textiles finis aux clients chinois. Comme l'a déclaré Patrizio Bertelli, Directeur exécutif de Prada, « s'efforcer de relever les barrières tarifaires pour bloquer les importations chinoises vers l'Europe serait aussi inutile que de reconstruire une autre Grande Muraille.»

146. En fait, pour le grand public, les importations chinoises semblent beaucoup plus volumineuses qu'elles ne le sont réellement, car elles sont concentrées sur des produits de consommation, beaucoup plus visibles que des fournitures et du matériel industriels plus lucratifs. L'an dernier, par exemple, les vêtements n'ont représenté qu'environ 6 % des importations américaines - contre 55 % pour des fournitures et équipements industriels. Et, globalement, ce sont les pays développés qui apportent environ la moitié des importations de produits manufacturées américaines, tandis que l'ensemble des pays en développement en Asie, réunis, en représentent moins de 10%. Il n'y a là rien de surprenant puisque, selon l'Organisation internationale du travail, il reste encore un énorme fossé de productivité : un ouvrier d'usine chinois n'apporte que 8 % de la valeur ajoutée d'un ouvrier américain. En d'autres termes, cela signifie qu'il faut douze ouvriers chinois pour obtenir un travail équivalent à celui d'un ouvrier américain. Dans des domaines qui reposent encore sur les savoir-faire et la productivité, les pays développés conservent pour l'instant un avantage en matière de fabrication.

147. Le secteur automobile de la Chine semble montrer que la situation évolue. Cet été, les premières importations d'automobiles chinoises sont arrivées en Europe. La Landwind, fabriquée par la société Jiangling, est un SUV 4x4, qui se vend pour moins de 18 000 € - et même si l'on n'attend que 2 000 ventes cette année, c'est là le signe d'une évolution intéressante en matière de stratégie. Jiangling, contrôlé à hauteur de 30 % par Ford, ne produit que 50 000 véhicules dans le pays, mais, comme les ventes nationales ont ralenti et que la production est tirée vers le haut par de grandes quantités de capitaux à faible coût apportées par l'État, les fabricants automobiles chinois sont à la recherche d'un marché. Chery Automotive a annoncé des plans pour exporter jusqu'à 250 000 véhicules vers les États-Unis dans les deux ans - même si, selon les analystes, sa capacité de production ne permet de produire que 80 000 véhicules. Entre-temps, Brilliance - l'une des plus grosses entreprises automobiles en Chine - modernise son modèle Saloon quatre portes, pour le commercialiser en Europe dans les deux ans qui viennent.

148. Comme pour la saturation dans le secteur des aciéries évoquées plus haut, ce boom supposé des exportations semble être davantage le signe d'une stratégie d'investissement chinoise confuse que de ses prouesses industrielles. Peut-être, à plus long terme, la Chine sera-t-elle capable d'émuler le Japon et de développer des automobiles à même de s'imposer sur les marchés occidentaux. Le prix sera certainement un avantage : le convertible M14 de Cherry - conçu avec le fabricant italien Pininfarina - devrait se vendre dans les 15 000 €, soit 30 % moins cher que la plupart de ses concurrents.

149. La Chine est un partenaire commercial important pour l'Europe et l'Occident, autant qu'un marché pour nos exportations, et une source de bénéfices pour les investissements. Dans les automobiles, comme dans d'autres secteurs, ce sont les savoir-faire et investissements étrangers qui sont à l'origine de la croissance la Chine. L'industrie européenne commence avec un avantage en termes de savoir-faire de productivité qui, du moins en partie, compense des coûts salariaux plus élevés. Mais cet avantage ne peut pas être éternel. À l'évidence, il convient de relever le défi que l'augmentation des exportations chinoises représente pour nos produits et nos marchés du travail - mais par le biais d'une réforme structurelle à long terme plutôt que par des mesures protectionnistes à court terme.

150. L'Europe devra continuer à innover, à s'adapter et à réduire les coûts - comme elle l'a fait pendant des centaines d'années. Et si elle y parvient, les entreprises européennes ont de belles perspectives devant elle - car les entreprises chinoises ne sont absolument pas en mesure de conquérir le monde.

5.3. Les Chinois déferlent !

151. Le Congrès américain a réagi avec une vive préoccupation aux récentes tentatives d'entreprises chinoises d'acheter des marques américaines - et les médias ont commenté les dangers de grandes fusions d'entreprises inspirées et financées par un gouvernement communiste. Mais en fait, la politique du « tout mondial » a été accueillie avec enthousiasme par de nombreux pays, et il convient de noter que même certains membres de l'OCDE font désormais pression en faveur de l'investissement chinois. Ironie du sort, la politique est en partie tirée par le souhait de la Chine de trouver un débouché pour tous les dollars qu'elle a achetés jusqu'ici, bien qu'il y ait plusieurs autre raisons, des raisons qui tendent à mettre en évidence la faiblesse de la Chine plutôt que sa force.

152. L'on ne citera que deux exemples : la vente, l'an dernier, de la branche Télévision de Thomson à TLC, et la vente de la division PC d'IBM à Lenovo ; l'une et l'autre se sont révélées une excellente opération pour les vendeurs. L'un et l'autre étaient des accords restrictifs, qui excluaient de la vente des pans lucratifs de l’activité, et où les acheteurs ont cédé des parts significatives dans la nouvelle entreprise. En effet, les Chinois ont dû prendre un pari en reprenant des marques occidentales bien connues mais moribondes. S'ils ne parviennent pas à les relancer, les vendeurs se seront débarrassés de ces activités à un bon prix ; s'ils y parviennent, les vendeurs partageront les bénéfices.

153. Fait intéressant, les entreprises taïwanaises parviennent à négocier des accords bien meilleurs - comme le montre la récente reprise par BenQ de la division Téléphonie mobile de Siemens. Dans ce cas, Siemens a payé 150 millions d'euros pour se débarrasser de cette division, a transféré tous les droits de propriété intellectuelle et doit également payer pour prendre une participation dans la nouvelle activité. La principale raison pour cela est que les entreprises de Taïwan ont des points forts durement gagnés qui se traduisent en véritable avantage concurrentiel - alors que leurs homologues chinoises sont des groupes commerciaux qui ont prospéré en vendant à des prix défiant toute concurrence des produits d'électronique lorsque la plupart des Chinois ne pouvaient pas se payer des modèles étrangers plus chers.

154. À mesure que les marchés de la Chine se libéralisent et que les consommateurs s'enrichissent, ces entreprises s'aperçoivent qu'elles n'ont pas les connaissances en recherche et développement qui ont tiré la croissance du Japon de la Corée, ni l'efficience de fabrication qui caractérise Taïwan, et qu'elles ne peuvent donc pas bâtir des marques de qualité. Leurs achats à l'étranger sont une tentative pour résoudre ce problème, mais, de ce fait, leur position de négociation n'est pas très forte.

155. La bataille à laquelle on a assisté cette année pour le contrôle de MG Rover (entre deux entreprises chinoises !) illustre très clairement ce point. Bien qu'en perte depuis 1994, considéré comme irrécupérable en Europe, et débouté dans toutes ses tentatives de trouver des partenaires sur le secteur de l'automobile, les marques et la technologie de Rover sont attractives en Chine. Certains des ouvriers de Rover licenciés, du moins, devraient s’en réjouir, et nous devrions nous attendre à des retournements de ce genre avec des entreprises occidentales en perte de vitesse. Si l'on en juge par le cas de Rover, les objectifs d'acquisition de la Chine seront davantage une opportunité qu'une menace, pour un certain temps encore.

5.4. Besoins économiques et incertitudes politiques

156. La réaction à la perspective de reprise par des entreprises chinoises est peut-être disproportionnée, mais compréhensible. En effet, les pays développés du reste du monde sont fondamentalement mal à l'aise avec la forme de gouvernement de la Chine, et avec l'incertitude sur le degré de menaces qu'il représente. Pour la première fois dans l'histoire moderne, un régime totalitaire d'importance majeure croît en puissance par le jeu de décisions d'achat de personnes libres, et devient par là même le pivot du commerce mondial.

157. Il est donc intéressant de se pencher sur certaines des principales causes potentielles de tensions et accords sur le front diplomatique :

- pour la Chine, il n'y a pas de priorité plus impérieuse que de garantir ses futurs besoins énergétiques - et elle est déterminée à ne pas dépendre de l'Occident. Avec sa montée en puissance, et celle d'autres pays en développement, la demande devrait rester élevée, et l'approvisionnement deviendra une question de plus en plus pressante. Inévitablement, cela cause des tensions, à mesure que la Chine s'efforce de se doter des technologies d'extraction, et a des prétentions sur des ressources proches. La Chine est actuellement en discussion avec le Japon pour savoir lequel de ces deux pays recevra un oléoduc de la Sibérie, et conteste la propriété d'un morceau d'océan qui contiendrait de pétrole. Cette année, le Japon a été particulièrement inquiet de voir ce qui lui semble un encouragement officiel à des manifestations violentes à l'encontre de ses intérêts.

- Dans sa recherche d'approvisionnements énergétiques, la Chine regarde également plus loin. Elle est de plus en plus impliquée avec les secteurs pétroliers de pays tels que le Venezuela, et Cuba, l'Iran et le Soudan, au point que l'on craint que n'éclate une guerre de surenchère mondiale pour les ressources. Et alors que les exportations d'armes chinoises ont décliné au cours des 20 dernières années, à certains signes, il semble que les contrats de fourniture d'armes aient été liés à l'investissement pour la fourniture de pétrole. Le Zimbabwe, un pays riche en ressources d'extraction, bénéficie également de l'aide et de l'armement chinois - et lors d'une récente visite à Pékin, le président Mougabé a été appelé « un vieil ami de confiance ».

- Les groupes de défense des droits hommes accusent la Chine d'utiliser sa position au Conseil de Sécurité des Nations unies pour protéger ses nouveaux alliés - et en particulier, d'être à l'origine de tentatives de blocage contre une résolution effective de la crise du Darfour. Ces groupes pointent également du doigt la répression des droits de l'homme en Chine, et son occupation du Tibet. Étant donné qu'il n'est guère probable que la Chine change d'orientation, ces questions continueront de troubler les relations avec l'Occident.

- Pour Washington, la Chine est désormais l'un des piliers à l'origine des transferts de technologie, et de la prolifération, des armes. De récentes augmentations du budget militaire signifient, selon lui, que la Chine a le troisième plus grand budget de défense au monde (après la Fédération de Russie et les États-Unis) -, même si le budget chinois ne représente encore qu'autour du cinquième du budget américain. L'armée chinoise a été réduite au cours des années 1980, mais son rôle historique en tant que protecteur de la puissance du Parti a garanti sa position, et après l'affaire de la place Tienanmen, elle a vu son influence augmenter. Aujourd'hui, elle compte environ 1,6 million d'hommes. Certains observateurs ont vu dans la position agressive vis-à-vis de Taïwan, et les exercices navals massifs dans le Détroit de Taïwan, des réactions à une pression militaire - et malgré des efforts renouvelés pour réduire le rôle politique et militaire, les initiatives de Taïwan (en partie de la gesticulation du Parti) vers une indépendance formelle semble contribuer vraisemblablement à maintenir le prestige et les ressource de l'armée. Le dernier rapport du Pentagone sur la Chine prévient que des investissements considérables sont faits actuellement pour que l'armée soit en mesure de participer à une guerre très intense de proximité - mais le Pentagone admet que la capacité militaire de longue portée de la Chine est limitée.

- Dans ce contexte, le débat se poursuit sur l'opportunité ou non de lever l'embargo sur les ventes d'armes complexes à la Chine, même si l'Europe et les États-Unis lui vendent de l'équipement à la technologie moins sophistiquée tel que des Jeeps et des hélicoptères. Bon nombre de pays européens sont favorables à la levée de l'embargo et l'initiative de l'UE dans ce sens a été saluée au printemps de 2005, mais, face à une forte opposition des États-Unis, le sujet est pour l'instant gelé.

- Et, même si l'on n'en parle guère, la Chine est connue pour être engagée dans un espionnage à grande échelle dans les pays occidentaux, qui cible tout particulièrement les entreprises de haute technologie. Récemment, un transfuge en Belgique a identifié un réseau d'espions industriels opérant dans toute l'Europe. Il est également rapporté qu'une grande compagnie européenne a été amenée à accepter la Chine comme partenaire dans un récent projet portant sur des satellites, lorsqu'elle a découvert que les Chinois avaient déjà appris tout ce qu'il y avait à savoir à ce sujet !

158. On comprend aisément que les sources de désaccords sont nombreuses - et qu'il existe une tension compréhensible entre la Chine et les États-Unis, comme on l'a vu récemment lorsque la Chine a joint sa voix à ceux qui réclamaient un retrait des troupes américaines d'Asie centrale. Mais toutes les parties semblent avoir réalisé que le conflit n'irait dans l'intérêt de personne - et même dans le cas de Taïwan, il semble encore plus que possible que la diplomatie, avec le temps, résoudra le problème. Comme pour la place Tienanmen, si conflit il y a, ce sera vraisemblablement à la suite d'erreurs d'appréciation.

159. Cela pose une question intéressante autant que sensible. Si la Chine est désormais membre de l'OMC, elle n'est pas membre d'autres organes importants tels que l'OCDE, qui obéissent à des critères démocratiques. (Donald Johnston, Secrétaire général sortant de l'OCDE, dans une interview au *Financial Times* en juillet 2005, a de fait suggéré que la Chine adhère à l'Organisation, faisant valoir que « l'on ne peut pas exclure un pays qui pourrait devenir la principale économie mondiale ».) La Chine n'a pas non plus été invitée à rejoindre le club G8 des grandes nations - alors que la Fédération de Russie, une économie bien plus petite, en est devenue membre. Or l'économie de la Chine est déjà plus grande que la plupart des membres du club, et dans un avenir pas trop lointain, pourrait être la plus grande du monde. Si la Chine et l'Occident n'ont pas été capables de s'entendre d'ici là, que vaudra alors le G8 ?

160. Cette situation embarrassante souligne combien la montée en puissance de la Chine gêne l'Occident. Mais, à l'évidence, dans les prochaines années, nous devrons modifier nos pressuposés concernant les valeurs du monde économique d'aujourd'hui, ou persuader la Chine de se rapprocher davantage de notre manière de penser.

6. L'Europe et la Chine, ce couple improbable et pourtant bien assorti

161. À première vue, l'Europe et la Chine sont aussi différentes que le jour et la nuit. Le marché du travail de l'Europe est cher et réglementé, sa croissance relativement lente et, dans le meilleur des cas, la confiance des consommateurs à géométrie variable. De plus, la démocratie est le système dominant, les programmes sociaux sont relativement solides - et même dans les pays les moins prospères de l'Europe, les salaires moyens dépassent de loin ceux de la Chine. Comme l'OCDE l'a fait remarquer, la zone euro et la Chine sont, économiquement, à contre cycle.

162. Or ce couple improbable est devenu un couple à part entière de partenaires commerciaux - et les points de convergence sont bien plus nombreux qu'il n'y paraît à première vue. L'Europe comme la Chine ont des cultures et traditions remontant à des millénaires, un long passé de réussite commerciale, et l'une et l'autre ont des économies orientées vers l'exportation. Et si la force de la Chine en matière d'exportation repose sur des produits à bas prix et à fort volume, l'Europe se spécialise de plus en plus dans les biens à valeur ajoutée. En outre, l'une et l'autre sont confrontés aux défis du vieillissement de la population.

163. Pour de nombreuses raisons, comme on l'a vu, la Chine ne sera pas pour l'économie de l'Europe la calamité que certains avaient prédite. Pourtant, les enseignements à tirer sont nombreux. Nous n'en suggérons que quelques-uns :

- les questions de taille - l'impact de l'essor de la Chine a été, pour l'essentiel, une question d'échelle, et réaffirme la vision des pères fondateurs de l'Europe d'après-guerre. L'Europe devra être aussi unie et aussi cohérente que possible si elle veut être en mesure de réagir. Les grandes puissances mondiales sont de plus en plus des puissances de grande taille. Nous l'avons vu dans de récentes négociations commerciales, où l'Europe unie a pu ainsi bénéficier d'une puissance de négociations substantielle, et nous l'avons vu dans le commerce, où des grandes entreprises telles qu'Airbus ont eu la capacité de battre la concurrence mondiale et de servir un immense marché ;

- la mondialisation est partie pour durer - sans investissements étrangers, la Chine n'en serait pas là où elle est aujourd'hui. Cela s'est produit dans le contexte d'un monde où le stock d'investissements étrangers a été multiplié par dix en 20 ans. Bien que grande par son territoire, la Chine n'est que le dernier des pays en développement à se développer à ce point - l'Inde est juste derrière, avec une population qui dépassera celle de la Chine dans une génération. Pour les entreprises d'Europe, comme d'ailleurs, la hausse constante de la productivité et la baisse constante des coûts continueront d'être la norme. Et les Européens gagneront davantage de leurs richesses grâce aux investissements étrangers ;

- le prix des matières premières devrait rester élevé - la demande mondiale pour l'énergie, et d'autres matières finies, ne fera qu'augmenter. L'Europe est déjà un continent efficient sur le plan énergétique, mais il lui faudra progresser encore. Elle aura également une opportunité commerciale considérable grâce à la vente de technologie propre et efficiente. Mais, s'agissant des grands défis environnementaux, il est clair qu'ils ne seront pas surmontés par des efforts individuels - concernant le réchauffement de la planète, par exemple, ni la Chine, ni l'Inde (ni, bien entendu, les États-Unis) ne sont parties à l'Accord de Kyoto. Il nous faudra trouver des solutions innovantes, ouvertes. (La Chine n'est pas partie au Protocole de Kyoto pour atténuer le changement climatique, mais se déclare cependant désireuse de l'appliquer) ;

- la croissance de la Chine a tiré l'expansion du commerce mondial - malgré des prix du pétrole élevés, le commerce connaît des niveaux record, et la Chine est un élément clé de cette réussite. Comme pour la Chine, d'autres pays en développement continueront de forcer le rythme de la croissance mondiale : du moins devrions-nous espérer qu'ils le feront, car cela se traduira par une richesse sans précédent dans le monde développé. Si la Chine venait à faillir, cela pénaliserait plus vraisemblablement le commerce et les niveaux de vie en Europe et dans le monde que si la Chine poursuit sur sa lancée ;

- le protectionnisme est appelé à disparaître. Dans un monde aussi multilatéral, doté d'un système commercial complexe, le protectionnisme aura un effet boomerang pour qui choisit cette stratégie. Si le prix de certaines des exportations de la Chine est artificiellement bas, cela vaut également pour certaines exportations en provenance du monde développé, telles que les denrées agricoles subventionnées. Nous devrions nous garder de tout mouvement de panique fondé sur des statistiques alarmistes, et nous concentrer sur la qualité des échanges mutuels. Notre objectif devrait être d'utiliser notre position pour encourager la Chine à éliminer les distorsions et à ouvrir l'accès à ses marchés - en particulier pour permettre à des entreprises étrangères d'augmenter leur participation et essayer que les barrières tarifaires encore en place soient éliminées. Nous pouvons difficilement défendre cette position et être crédibles si nous cherchons à verrouiller nos marchés et nous efforçons d'empêcher les reprises d'entreprises par des Chinois. Comme le ministre chinois du Commerce l'a relevé, pour acheter un super jumbo d'Airbus, la Chine doit vendre 800 millions de chemises. Nous devons continuer à acheter de chemises chinoises. Entre-temps, les investisseurs chinois semblent viser plus que les exportations. Etant donné que la majeure partie des bénéfices sur un marché étranger sera réalisée, non pas grâce aux exportations, mais par le contrôle des canaux de distribution, et encore plus de la vente au détail, ce sont ces deux secteurs qui devraient à l'avenir voir se concentrer les acquisitions et les investissements chinois ;

- les points forts de l'Europe sont très prisés - outre les produits à forte valeur ajoutée, les secteurs européens de services bien développés, les infrastructures éducatives et les remarquables produits culturels donnent au continent un avantage dans ses échanges avec la Chine, notamment du fait du tourisme, des millions de Chinois de plus en plus riches allant vraisemblablement intégrer l'Europe à leurs périples. Avec un modèle social plus complet que celui des États-Unis, nous avons beaucoup à offrir à la Chine pour moderniser ses services financiers, introduire des programmes sociaux et de retraite, et dans le domaine des soins de santé (qui est déjà le principal secteur dans le monde, et qui sera bientôt immense en Chine). Malheureusement, une bonne partie de l'activité de l'Europe est fragmentée et réglementée, de sorte que les États-Unis conservent un avantage concurrentiel considérable. Si nous pouvions surmonter ce blocage, l'expertise de l'Europe dans le domaine social pourrait faire de son modèle une source d'inspiration pour le reste du monde ;

- l'Europe sait tirer le meilleur d'une opportunité - notre histoire s'est construite sur la capacité à s'adapter et à changer. Sans aucun doute, l'essor de la Chine est un défi pour nous, et devrait influer sur les politiques de notre continent pour la prochaine génération. En particulier, nous avons besoin de modifier la structure de l'emploi, de créer de nouveaux emplois dans de nouveaux secteurs (et plus que tout dans les services), et nos industries doivent capitaliser sur leur savoir-faire et leurs points forts en termes de productivité. Ceci est, en fait, une accélération d'un processus dans lequel l'Europe s'est engagée depuis 50 ans, et qui a permis d'augmenter considérablement les niveaux de vie de tous les Européens. Nous ne devrions pas oublier que l'Européen moyen, où qu'il vive, demeure incomparablement plus riche que le Chinois moyen - et devrait le rester pour un certain temps encore ;

- la réussite de la Chine n'a pas à nous effrayer, mais au contraire devrait nous permettre d'espérer - les Nations unies rappellent que la croissance économique en Chine et en Inde a été le principal facteur qui a contribué à nous rapprocher des Objectifs du millénaire pour le développement. Sans aucun doute, elle a dépassé de loin les résultats des budgets du monde développé accordés pour l'assistance. Il est à souhaiter que ce processus se poursuive. Si la Chine venait à faillir, cela n'empêchera pas l'arrivée de produits à bas prix sur les marchés du monde développé, mais cela amènera la lutte contre la pauvreté à marquer le pas pendant une génération. Si la Chine poursuit sur sa lancée, elle aura amélioré de manière remarquable la vie d'un cinquième de la population mondiale - et elle aura vraisemblablement transformé la société dans laquelle ils vivent ;

- les valeurs de l'Europe ont leur rôle à jouer - certains ont prédit qu'elles seront éclipsées par le nouveau « siècle asiatique ». Mais, à l'évidence, nous en sommes loin. Le système de la Chine est soumis à des pressions incessantes du fait du manque de liberté personnelle et de justice sociale, et, tout comme son développement économique en est à ses débuts, sa progression politique est également amenée à se développer. L'Europe peut être fière, et confiante dans ses idéaux – au nom desquels nous devons soutenir les espoirs et aspirations du peuple chinois. Ce siècle pourrait - en fait, il devrait - être le siècle de l'Europe également, et quelle autre organisation mieux que notre Conseil de l'Europe, dont les travaux pour consolider la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit en Europe et au-delà sont plus vitaux que jamais, pourrait y contribuer ? La présence de la Chine à Strasbourg en la personne d'un Consul général, qui, récemment, a procédé à un échange de vues sur l'économie chinoise très apprécié avec notre Commission des questions économiques, est un signe que la Chine approuve un dialogue sur ces questions et d'autres avec notre Organisation.

7. Conclusions

164. L'essor de la Chine marquera-t-il l'histoire de notre époque ? D'une manière ou d'une autre, il est probable que oui. Le gouvernement de la Chine - et donc, qu'on le veuille ou non, les Chinois - prennent des risques énormes avec l'expansion de leur pays. Même si celle-ci suit le modèle bien connu des économies asiatiques, jamais cela ne s'était produit à une telle échelle, et en partant d'un niveau aussi bas. Beaucoup a été fait, mais il reste de graves problèmes - dont de nombreux, comme

nous l'avons vu, sont institutionnels. Jusqu'ici, le résultat a été une énorme amélioration du niveau de vie de nombreuses personnes, et la promesse que beaucoup d'autres vont bientôt leur emboîter le pas - et pourtant, le risque d'un effondrement économique ou social perdure.

165. L'Europe ne souhaite pas voir ce projet s'effondrer. Cela ne sert ni l'intérêt des Chinois, ni celui de l'Europe - et encore moins les valeurs européennes. À court terme, nous voudrons voir la monnaie chinoise en mesure de s'échanger sur les marchés, nous continuerons à préconiser la réduction des barrières tarifaires et autres au commerce et nous aurons, bien entendu, besoin de gérer l'impact économique de commerce par le biais de négociations avec la Chine.

166. En toute vraisemblance, la Chine n'hésiterait pas à utiliser son armée pour défendre ses intérêts. Nous devons espérer, et tout faire pour cela, qu'elle ne mettra pas en danger la paix dans la région ou dans le monde. Pour ce qui concerne les ventes d'armes européennes à la Chine, votre Rapporteur est d'avis que l'Europe devrait pouvoir le faire, mais en posant des conditions pour qu'elles ne soient pas utilisées à des fins que nous n'approuvons pas. Si nous ne levons pas l'embargo sur les ventes d'armes, comme l'Union européenne le suggérait au début de 2005 avant que l'initiative soit abandonnée sous la pression des Américains, nous pouvons être sûrs que l'espionnage industriel se poursuivra de la part des Chinois, et que ces derniers se rapprocheront de certains régimes peu recommandables pour se procurer des armes.

167. Certains pays sont parvenus à avancer sur le plan économique sous des régimes autoritaires : l'Allemagne, le Japon, la Corée du Sud et l'Union soviétique sont des exemples qui viennent spontanément à l'esprit. Mais aucun d'entre eux ne s'est maintenu au premier plan sans s'engager sur la voie de la démocratie. Conduire un pays exige d'être innovant, après tout, et la démocratie est le meilleur moyen d'y parvenir, comme notre Commission des questions économiques et l'Assemblée parlementaire le répètent inlassablement. Actuellement, la Chine est la seule puissance économique qui n'a pas de bonnes références démocratiques, et la grande question est de savoir comment elle peut devenir une démocratie sans éclater. Si elle y parvient, les perspectives de paix et de stabilité au 21e siècle sont bonnes. S'il n'y parvient pas, nous risquons de voir revenir une tension latente concernant la « menace chinoise ».

168. Beaucoup dépend de la capacité de la Chine à surmonter ses propres contradictions - et moins elle a confiance en elle au niveau national, plus elle affichera son nationalisme dans sa politique étrangère. Toutefois, le monde démocratique a une contribution à apporter, lui aussi - et peut-être l'actuelle crise d'identité de l'Europe, notre sens de ce que nous sommes et de ce que notre avenir pourrait être, peuvent-ils même être résolus par notre engagement avec la Chine. Après tout, comme l'a déclaré Peter Mandelson, Commissaire de l'Union européenne pour le commerce : «Si nous traitons la Chine comme un ennemi, alors elle risque de le devenir».

169. La relation de l'Occident avec la Chine sera alors cruciale. Si nous parvenons à en faire une relation harmonieuse, nous aurons créé un modèle pour le monde riche qui pourra englober davantage de pays de la planète. Mais pour y parvenir, l'Occident, et pas uniquement la Chine, devra emprunter la voie du changement. Il est à espérer que nous le ferons - alors que la résurgence de la Chine n'en n'est qu'à ses débuts - et que nous ne gâcherons pas d'autres opportunités, comme l'a fait dans une large mesure le secteur du textile, et comme les lettrés de la Chine l'avaient fait lorsque celle-ci avait été mise au pied du mur par l'Europe au siècle dernier.

170. Comme l'exprimait avec élégance Confucius (l'on ne saurait achever ce rapport sur la Chine sans une citation de ce philosophe) : «*Nous pouvons apprendre la sagesse par trois moyens : d'abord par la réflexion, le moyen le plus noble ; ensuite par l'imitation, le moyen le plus facile ; enfin par l'expérience, le moyen le plus amer*».

Commission chargée du rapport : commission des questions économiques et du développement

Renvoi en commission : Doc. 10443, renvoi n° 3058 du 18.03.2005

Projet de résolution adopté à l'unanimité par la commission des questions économiques et du développement le 18 novembre 2005

Membres de la commission: M. Evgeni **Kirilov** (Président), Mme Antigoni Pericleous Papadopoulos (Vice-Président), M. Márton Braun (Vice-Président), M. Konstantinos Vrettos (Vice-Président), MM. Ruhi **Açikgöz**, Ulrich Adam, Hans Ager, Abdülkadir Ateş, Radu-Mircea **Berceanu**, Akhmed Bilalov, Jaime Blanco (remplaçante: Mme Elvira **Cortajarena**), Patrick Breen, Milos Budin (Andrea **Rigoni**), Erol Aslan **Cebeci**, Mme Ingrīda Circene, MM. Ignacio Cosidó, Giovanni **Crema**, Øystein Djupedal, Ioannis Dragassakis, Iván Farkas, Joan Albert Farré Santuré, Relu Fenechiu, Mme Siv Friðleifsdóttir, MM. Carles Gasóliba, Francis Grignon, Alfred Gusenbauer, Nick Harvey, Norbert Haupert, Anders G. **Högmark**, Ivan Ivanov, Klaus Werner Jonas, Mme Verica Kalanović, MM. Karen Karapetyan, Orest Klympush, Anatoliy **Korobeynikov**, Rudolf Kraus, Zoran Krstevski, Jean-Marie Le Guen, Harald Leibrecht, Rune Lund, Gadzhy Makhachev (remplaçante: Mme Liudmila **Pirozhnikova**), David Marshall, Jean-Pierre Masseret, MM. Miloš **Melčák**, José Mendes Bota, Mme Ljiljana Milićević, MM. Neven **Mimica**, Gebhard **Negele**, Conny **Öhman**, Guilherme de Oliveira Martins, Mart Opmann, Bogdan Podgórski, Jakob Presečnik, Jeffrey Pullicino Orlando, Luigi Ramponi, Maurizio Rattini, Maximilian Reimann (remplaçant : Johannes **Randegger)**, Dario Rivolta, Volodymyr Rybak, Kimmo **Sasi**, Bernard Schreiner, Samad Seyidov, Leonid Slutsky, Mme Geraldine Smith, Mme Aynur Sofiyeva, MM. Christophe Spiliotis-Saquet, Qazim Tepshi, Frans Timmermans, Dragan Todorović, Mme Ágnes Vadai, M. Luc Van den Brande, Mme Jelleke Veenendaal, Mme Birutė **Vėsaitė**, MM. Oldřich **Vojíř**, Varujan Vosganian, Robert Walter, Andrzej Wielowieyski, Marek **Wikiński**, Paul **Wille**, Mme Rosmarie **Zapfl-Helbling**, M. Kostyantyn Zhevago

N.B. : Les noms des membres qui ont pris part à la réunion sont imprimés en caractères gras

Chef du Secrétariat : M. Torbiörn

Secrétaires de la commission : Mme Ramanauskaite et M. de Buyer